



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GENERALE

E/ICEF/1992/12  
22 mai 1992  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE  
Conseil d'administration  
Session de 1992

POUR INFORMATION

**RAPPORT D'ACTIVITE SUR LA SUITE DONNEE AU  
SOMMET MONDIAL POUR LES ENFANTS**

**RESUME**

Le présent rapport fournit des informations sur les plans qui avaient été établis et les mesures qui avaient été prises par les différents pays et la communauté internationale à la fin de mars 1992 pour donner suite au Sommet mondial pour les enfants. Il présente l'état d'avancement des programmes d'action nationaux prônés dans le Plan d'action adopté par le Sommet mondial, ainsi que les autres événements importants survenus à la suite du Sommet. Ces activités sont examinées aussi dans une perspective régionale, y compris du point de vue des pays industrialisés. Le rapport décrit également les mesures prises par la communauté internationale, y compris le système des Nations Unies et les organisations non gouvernementales. Il s'achève par une discussion des prochaines mesures qui pourraient être prises pour donner une expression concrète aux promesses faites lors du Sommet mondial.



# TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
I. GENERALITES .....	1 - 4	4
II. ACTIVITES DE SUIVI MARQUANTES .....	5 - 10	4
III. SUIVI AU NIVEAU NATIONAL .....	11 - 75	6
A. Etat d'avancement des programmes d'action nationaux .....	11 - 23	6
B. Caractéristiques des programmes d'action nationaux .....	24 - 25	10
C. Contenu des programmes d'action nationaux .....	26 - 75	11
IV. AUTRES FAITS MARQUANTS DE L'APRES-SOMMET .....	76 - 84	24
A. Convention relative aux droits de l'enfant .....	77	24
B. Education de base et alphabétisation .....	78	25
C. Santé .....	79	26
D. Nutrition .....	80	26
E. Alimentation en eau et assainissement .....	81	27
F. Enfants vivant dans des conditions particulièrement difficiles .....	82	27
G. Enfants des zones urbaines .....	83	28
H. Les femmes et les filles .....	84	28
V. PERSPECTIVES REGIONALES .....	85 - 131	28
A. Moyen-Orient et Afrique du Nord .....	86 - 99	29
B. Amérique latine et Caraïbes .....	100 - 105	32
C. Asie .....	106 - 113	34
D. Afrique subsaharienne .....	114 - 120	36
E. Pays industrialisés .....	121 - 131	39

/...



TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
VI. DISPOSITIONS PRISES PAR LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE	132 - 167	43
A. Le système des Nations Unies .....	132 - 155	43
B. Organisations non gouvernementales .....	156 - 167	48
VII. ADOPTION DE NOUVELLES MESURES .....	168 - 172	52

Liste des tableaux

1. Etat d'avancement des programmes d'action nationaux au 10 mars 1992 (nombre de pays) .....	7
2. Degré de détail des programmes d'action nationaux (nombre de pays) .....	10
3. Pays qui procèdent à l'évaluation des ressources requises pour la réalisation des objectifs de la décennie pour les enfants ....	16
4. Pays restructurant leur budget national et l'affectation de l'aide .....	18

Annexes

I. ETAT AU 31 MARS 1992 DE LA SIGNATURE DE LA DECLARATION DU SOMMET MONDIAL POUR LES ENFANTS ET DE LA RATIFICATION DE LA CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT .....	55
II. ETAT AU 31 MARS 1992 DES PROGRAMMES D'ACTION NATIONAUX ELABORES A L'ISSUE DU SOMMET MONDIAL POUR LES ENFANTS .....	56
III. SOMMET MONDIAL POUR LES ENFANTS : OBJECTIFS CONCERNANT LES ENFANTS ET LE DEVELOPPEMENT DANS LES ANNEES 90 .....	57



/...

## I. GENERALITES

1. Dans sa décision 1991/10 (E/ICEF/1991/15), le Conseil d'administration de l'UNICEF a prié le Directeur général de lui présenter, à sa session ordinaire de 1992, une synthèse des plans élaborés et des actions entreprises par les pays et la communauté internationale pour donner suite au Sommet mondial pour les enfants. Il l'a invité en outre à élaborer et à diffuser des propositions sur la façon dont les pays et les organismes internationaux pourraient fournir des informations sur leurs plans et activités, afin de rendre plus aisée la tâche confiée à l'UNICEF quant à l'élaboration du présent rapport intérimaire, en application du paragraphe 35 v) du Plan d'action adopté au Sommet mondial pour les enfants.

2. En juillet 1991, le Directeur général a élaboré et diffusé auprès des Etats membres des "Directives proposées pour l'élaboration du rapport d'activité sur l'application de la Déclaration mondiale en faveur de la survie, de la protection et du développement de l'enfant et du Plan d'action pour l'application de la Déclaration mondiale en faveur de la survie, de la protection et du développement de l'enfant adoptés par le Sommet mondial pour les enfants" (E/ICEF/1991/17).

3. Le présent rapport d'activité s'appuie largement sur les renseignements communiqués par les Etats membres, comme il était demandé dans le document susmentionné, ainsi que sur les rapports reçus d'organismes internationaux, d'organisations non gouvernementales (ONG) et des bureaux extérieurs de l'UNICEF. Comme prévu, les principales mesures de suivi prises par les gouvernements en 1991 ont consisté à élaborer des programmes d'action nationaux, comme il est demandé au paragraphe 34 i) du Plan d'action adopté par le Sommet. En conséquence, la majeure partie du présent rapport consiste en une analyse préliminaire des programmes d'action nationaux.

4. Il convient de signaler que la décision adoptée par le Conseil d'administration de l'UNICEF sur cette question est venue à la suite de la résolution 45/217 de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1990, dont elle s'est inspirée, et que l'Assemblée a exhorté tous les organes, organisations et organismes compétents des Nations Unies, y compris leurs organes directeurs, à appuyer le suivi du Sommet mondial pour les enfants. Dans la même résolution, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'établir un rapport sur l'application de ladite résolution pour examen par le Conseil économique et social et par l'Assemblée générale, à sa quarante-septième session en 1992. Le présent rapport sera utilisé en partie pour élaborer le rapport du Secrétaire général.

## II. ACTIVITES DE SUIVI MARQUANTES

5. Pour ce qui est de l'engagement officiel au niveau national, en mars 1992, 65 nouveaux chefs d'Etat et de gouvernement s'étaient joints aux 71 dirigeants qui avaient originellement signé la Déclaration et le Plan d'action du Sommet mondial. Il semblerait qu'aucun autre document au monde ne porte la signature d'autant de dirigeants (136 chefs d'Etat et de gouvernement



/...

et 24 ministres d'Etat). S'étant engagés à tenir la promesse qu'ils ont faite aux enfants, les gouvernements de plus de 100 pays industrialisés ou en développement élaborent actuellement des programmes d'action nationaux visant à atteindre les objectifs relatifs aux enfants et au développement dans les années 90 dont ils ont convenu dans la Déclaration. Dans de nombreux pays, en outre, provinces, municipalités, ONG et groupes d'action civique sont en train d'élaborer des programmes d'action.

6. Aux niveaux régional et international, les chefs d'Etat et de gouvernement ont réaffirmé collectivement leur intention d'appliquer la Déclaration et le Plan d'action du Sommet mondial, lors de réunions de haut niveau telles que celles de l'Association sud-asiatique de coopération régionale, de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et des réunions au sommet des pays du Commonwealth, des pays francophones et des pays ibéro-américains, auxquels ont participé des chefs d'Etat et de gouvernement venus de toutes les parties du monde.

7. Au niveau international, les organismes des Nations Unies ont pris un certain nombre de mesures de suivi depuis le Sommet mondial. En décembre 1990, l'Assemblée générale, dans sa résolution 45/217 du 21 décembre 1990, a exhorté les organes et organismes compétents des Nations Unies à tenir compte, dans l'exécution de leurs programmes, des objectifs, stratégies et recommandations de la Déclaration mondiale et du Plan d'action. En application de cette résolution, le Secrétaire général a écrit aux chefs de secrétariat de tous les organismes compétents, notamment les institutions créées à la Conférence de Bretton Woods, leur demandant de prendre les mesures appropriées dans leur domaine de compétence. Les chefs de secrétariat lui ont fait part de la manière dont ils envisagent de répondre à son appel, ainsi qu'à celui des dirigeants et de l'Assemblée générale. Un certain nombre d'organes directeurs des organismes compétents des Nations Unies ont tenu des débats de fond sur le suivi du Sommet mondial et ont donné des instructions spécifiques à leurs secrétariats respectifs pour qu'ils appuient l'application et la surveillance des buts et stratégies adoptés par le Sommet. Les rapports des bureaux extérieurs indiquent que, dans de nombreux pays, les organismes compétents des Nations Unies fournissent un appui technique et financier à l'élaboration et à l'application de programmes d'action nationaux et sectoriels.

8. Dans de nombreux pays, des ONG ont participé activement à l'élaboration et à l'application des programmes d'action nationaux. En outre, de nombreuses ONG oeuvrant dans des domaines ayant trait aux enfants ont pris des mesures pour donner suite au Sommet dans le cadre de leurs mandats respectifs : certaines ont élaboré des programmes d'action particuliers visant à appliquer et appuyer les buts approuvés par le Sommet mondial, tandis que d'autres ont passé en revue ou restructuré leur programme existant pour les adapter à ces buts.



9. Le véritable test pour juger l'efficacité du suivi ne réside assurément pas dans de nouveaux plans, résolutions et déclarations, mais dans les mesures prises sur le terrain et les résultats des programmes quant à la couverture élargie des services et les incidences mesurables sur le bien-être des enfants. A cet égard aussi, il y a eu des progrès tangibles, bien qu'inégaux, dans tous les domaines indiqués dans le Plan d'action. Atteindre le taux de couverture de 80 %, objectif de la vaccination universelle des enfants fixé pour la fin de 1990 - ce qui permettrait de sauver la vie à plus de 3 millions d'enfants chaque année - est un exemple de progrès concret. De même, des progrès sont réalisés, bien que moins spectaculaires, dans le domaine de la réhydratation par voie buccale, la promotion et la protection de l'allaitement naturel, la fourniture d'eau salubre à un faible coût à des milliers de communautés insuffisamment desservies et le développement accéléré des soins à la petite enfance, l'éducation de base et les programmes d'alphabétisation. L'acceptation croissante des notions de "couloirs de paix" et de "jours de trêve" en vue d'assurer la protection des enfants en cas de conflit armé et de catastrophe naturelle indique également que les dispositions de la Déclaration du Sommet mondial et de la Convention relative aux droits de l'enfant sont mises en oeuvre afin de protéger les enfants vivant dans des conditions particulièrement difficiles.

10. Le suivi du Sommet mondial pour les enfants, si on le compare à celui de nombreuses conférences internationales, continue d'être tout à fait impressionnant, bien qu'inégal. Quatre facteurs semblent expliquer le sérieux du suivi : a) le haut niveau de l'engagement politique, comme le montre la participation du plus grand nombre de dirigeants jamais réunis lors d'un sommet; b) l'existence de buts spécifiques, quantifiables et avec des échéances à respecter, élaborés dans le cadre de consultations étendues entre les organismes compétents des Nations Unies et les autres organismes techniques; c) la prise de conscience généralisée et l'appui en faveur des buts et stratégies adoptés par le Sommet mondial parmi les ONG agissant dans ce domaine, les médias et les autres groupes d'action civique; d) l'appui actif du système des Nations Unies, y compris l'UNICEF, au suivi du Sommet, en particulier dans le cadre du processus d'élaboration des programmes d'action nationaux.

### III. SUIVI AU NIVEAU NATIONAL

#### A. Etat d'avancement des programmes d'action nationaux

11. On trouvera indiqué dans le tableau 1 ci-après l'état d'avancement des programmes d'action nationaux au moment de l'élaboration du présent rapport (fin mars 1992).



/...

Tableau 1

Etat d'avancement des programmes d'action nationaux  
au 10 mars 1992 (nombre de pays)

	Arrêtés défini- tivement	A l'état de projet	Elabo- ration en cours	Aucune mesure annoncée	Total
Asie	5	8	11	9	33
Amérique latine et Caraïbes	14	5	9	5	33
Moyen-Orient et Afrique du Nord	4	1	13	2	20
Afrique subsaharienne	4	9	26	6	45
Pays industrialisés	6	1	12	24	43
Total	33	24	71	46	174

12. Les chiffres préliminaires mentionnés ci-dessus seront mis à jour avant la session ordinaire du Conseil d'administration et publiés dans le document E/ICEF/1992/CPR.16. Ils montrent toutefois que l'élaboration des programmes d'action nationaux a été véritablement une activité mondiale intéressant toutes les grandes régions.

13. Les données ci-dessus se réfèrent aux programmes d'action nationaux élaborés par les gouvernements. Outre ceux-ci, un certain nombre d'administrations provinciales, municipales et locales, d'ONG et d'associations ont élaboré ou élaborent leur propre programme d'action conformément au paragraphe 34 i) du Plan d'action du Sommet mondial. Dans certains cas, les programmes ont été établis avant le programme national ou parallèlement à celui-ci, tandis que dans d'autres cas ils sont élaborés après celui-ci.

14. Ainsi, chaque province d'Argentine et chaque Etat du Mexique et du Venezuela élabore son propre plan pour atteindre les effectifs du Sommet d'ici à l'an 2000.

15. Pour certains pays, l'élaboration de programmes d'action nationaux s'est déroulée alors que les politiques nationales existantes faisaient l'objet de nouvelles initiatives ou étaient repensées. En Namibie, le programme d'action national a été le premier exercice de planification multisectorielle et de formulation de stratégies à l'échelon national dans l'histoire de ce nouveau



/...

pays. L'intense processus de mise au point auquel ont participé des comités et des sous-comités techniques a réuni des représentants de nombreux ministères en vue de contribuer à la compréhension intersectorielle et aux contacts interorganisations à une étape formatrice de développement national.

16. L'existence d'un document officiel relatif au programme d'action national est certes importante, mais le processus d'élaboration l'est tout autant. L'attention soutenue prêtée à l'échelon national à cet exercice est peut-être l'une de ses principales caractéristiques. Dans un certain nombre de pays comme la Bolivie, la Chine, l'Equateur, la Malaisie, le Niger, les Philippines, le Soudan, Sri Lanka, la Thaïlande et l'Uruguay, c'est le cabinet du Premier Ministre qui se charge de la coordination d'ensemble, tandis que dans d'autres, comme la République populaire démocratique de Corée et le Kenya, c'est le Ministère des affaires étrangères qui s'occupe de cet aspect. Une bonne indication du sérieux avec lequel les gouvernements se sont engagés comme signataires de la Déclaration et du Plan d'action du Sommet mondial est qu'ils sont disposés à étudier les incidences budgétaires du programme d'action national. Les Ministères des finances et de la planification, ou leur équivalent, ont participé activement à l'élaboration des programmes d'action nationaux dans des pays comme la Bolivie, le Chili, la Chine, la Colombie, l'Egypte, le Ghana, les Iles Salomon et les Philippines. En effet, les institutions gouvernementales chargées des allocations de fonds budgétaires ont participé à l'élaboration des programmes d'action nationaux dans plus de 50 pays en développement.

17. Les questions concernant les enfants étant multisectorielles, une équipe spéciale intersectorielle ou une commission, à laquelle les organisations gouvernementales et les organisations non gouvernementales étaient largement représentées, a généralement été créée en vue d'élaborer les programmes d'action nationaux. Des ONG, des groupes religieux, des universités, le secteur privé, des syndicats et des groupes d'action civique, ainsi que des organisations internationales ont participé à l'élaboration des programmes d'action nationaux dans plus de 50 pays en développement. Les ONG ont activement participé au processus d'élaboration des programmes d'action nationaux dans les pays industrialisés. Dans la mesure où tous les secteurs de la société participent à l'élaboration du programme d'action national, il y a lieu de s'attendre à ce qu'ils participent activement à son exécution.

18. En République dominicaine, par exemple, une commission nationale a été créée afin de suivre l'application des engagements pris lors du Sommet mondial. La commission comprend 53 organes gouvernementaux et 128 organisations non gouvernementales, communautaires et religieuses qui ont formé des sous-comités chargés de définir des programmes d'action dans le domaine de la santé, de l'éducation, de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, de la protection de l'enfant et des politiques sociales.

19. A la Jamaïque, le programme d'action national est une entreprise commune au Gouvernement et aux ONG, qui fait participer 70 ONG regroupées au sein de la Coalition sur les droits de l'enfant et les ministères concernés. Au Zimbabwe, 35 institutions publiques et 15 ONG ont participé à la préparation



du programme d'action national. La participation des ONG au processus d'élaboration du programme est également importante dans les pays suivants : Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bolivie, Costa Rica, Equateur, Ghana, Guatemala, Iles Salomon, Malaisie, Maroc, Niger, Pakistan, Philippines, Sainte-Lucie, Thaïlande, Soudan et Viet Nam.

20. Au Venezuela, 300 cadres spécialisés dans différentes disciplines et appartenant à de nombreuses organisations publiques et privées ont participé à 25 groupes de travail créés pour élaborer le programme d'action national. Au Népal, un plan d'action en 30 points mis au point par les ONG a été intégré dans le programme d'action national. Au Bahreïn, au Kenya, en République-Unie de Tanzanie et au Yémen, des groupes d'ONG, qui ont exprimé leurs préoccupations dans le cadre d'activités de plaidoyer, par voie de presse ou à l'occasion de conférences, ont influé sur les politiques.

21. Les enfants eux-mêmes ont été associés à l'élaboration du programme d'action national en Equateur. Un des résultats directs de leur participation est l'attention plus grande dont bénéficient les loisirs dans le programme. Le premier Sommet des Caraïbes pour les enfants, qui s'est tenu le 15 novembre 1991 à la Barbade, a réuni des représentants d'enfants de 14 pays des Caraïbes. Ceux-ci ont informé leurs dirigeants de leurs objectifs et de leurs aspirations pour l'avenir. La réunion était présidée par un jeune de 17 ans et était entièrement composée d'enfants de 12 à 18 ans. Les recommandations adoptées lors de ce sommet ont été présentées par le Premier Ministre de la Barbade à la réunion suivante des chefs d'Etat de la Communauté des Caraïbes.

22. En Australie, dans le cadre du processus d'élaboration du programme d'action national, le Gouvernement a communiqué aux principales ONG la stratégie proposée pour mettre au point le programme et leur a demandé de participer au processus en deux étapes : aider à définir des priorités et stratégies concrètes et participer à une série de consultations nationales élargies sur le contenu du projet de programme.

23. Dans de nombreux pays, les organismes internationaux, tant multilatéraux que bilatéraux, ont également collaboré avec les gouvernements et entre eux, afin de participer au processus d'élaboration des programmes d'action nationaux. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), l'UNICEF, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'Organisation des Etats américains, le Centre interaméricain d'administration du travail, le Programme régional d'emploi pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CREALC), le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, la Banque interaméricaine de développement (BID) et un certain nombre d'institutions



/...

bilatérales ont participé à cet effort. Selon les informations disponibles, le PNUD a participé au processus d'élaboration dans 61 pays en développement au moins, l'OMS dans 49 pays, le FNUAP dans 36 pays, l'Unesco dans 31 pays et la Banque mondiale dans 28 pays. Les institutions bilatérales, notamment la quasi-totalité de celles situées dans les principaux pays donateurs, ont participé à l'élaboration des programmes d'action nationaux dans 25 pays en développement.

#### B. Caractéristiques des programmes d'action nationaux

24. Comme pour tous les plans à long terme, les programmes d'action nationaux nécessitent une certaine flexibilité ainsi qu'un processus de mise à jour et de révision. Cependant, les pays ont adopté des démarches différentes à cet égard. Certains ont élaboré des plans se limitant aux objectifs politiques et aux stratégies, tandis que d'autres entrent dans des considérations beaucoup plus détaillées en ce qui concerne les programmes et projets. Dans les deux cas, il est bien précisé dans la plupart des programmes d'action nationaux sur lesquels on dispose de données suffisantes qu'ils sont susceptibles d'être améliorés ou révisés en fonction de l'expérience acquise tout au long de la décennie. Le tableau 2 ci-dessous donne une idée de la diversité des démarches adoptées. Il ne tient compte que des programmes d'action nationaux suffisamment étoffés pour pouvoir être analysés.

Tableau 2

Degré de détail des programmes d'action nationaux  
(nombre de pays)

	Politiques/stratégies	Programmes	Projets
Asie	7	3	3
Amérique latine et Caraïbes	2	6	9
Moyen-Orient et Afrique du Nord	4	-	-
Afrique subsaharienne	2	1	5
Pays industrialisés	2	-	-
Total	17	10	17



25. En ce qui concerne les programmes d'action nationaux qui se limitent à la formulation de politiques et de stratégies, on compte qu'ils engloberont progressivement les programmes et les projets, ce qui pourrait se faire de diverses manières : de nouvelles versions du programme d'action national couvrant en détail tous les secteurs pourraient être élaborées, ou encore chaque secteur ou groupe de secteurs pourrait être encouragé à mettre au point ses propres programmes et projets en fonction de son dynamisme propre. Dans les grands pays, en particulier, un programme d'action national définissant tout d'abord les grandes lignes des politiques et stratégies à appliquer pourrait être par la suite complété par des programmes de plus en plus détaillés, élaborés par les Etats ou les provinces et ainsi de suite jusqu'au niveau du district et des collectivités locales. En Chine par exemple, il est prévu de mettre au point un programme d'action national, des programmes d'action nationaux sectoriels au niveau de chaque ministère concerné, et des programmes d'action nationaux pour chaque province. En raison de la diversité des situations d'un pays à l'autre, on ne peut définir de modèle unique de programme d'action national. Ce qui importe, c'est que les programmes d'action soient considérés comme un processus dynamique et non pas comme un document définitif et, au demeurant, l'expérience à ce jour donne à penser que c'est bien ainsi qu'ils sont conçus le plus souvent.

### C. Contenu des programmes d'action nationaux

#### Liens avec la politique nationale et la planification du développement

26. Il est logique qu'un programme d'action national à l'intention des enfants, fixant des objectifs chiffrables s'échelonnant sur une décennie, soit étroitement lié au processus de planification du développement lorsqu'on tel processus a été officiellement mis en place. Sur les 109 pays en développement pour lesquels des données en la matière étaient disponibles lors de la rédaction du présent document, 86 avaient intégré les objectifs et stratégies du programme d'action national dans leur plan de développement d'ensemble ou leur stratégie de développement ou amorcé cette démarche.

27. Pour les pays qui ont une longue tradition de planification pluriannuelle du développement, tels que la Chine, l'Egypte, l'Inde, l'Indonésie et les Philippines, l'intégration des objectifs du programme d'action national à ces plans marque une volonté affirmée de promouvoir les priorités énoncées dans les programmes en faveur des enfants.

28. Certains pays, comme le Zimbabwe, ont entamé un processus de révision de leurs plans de développement et envisagent d'intégrer des éléments du programme d'action national dans leurs futurs plans. Dans les pays où il n'existe pas de plan d'ensemble, comme c'est le cas en Bolivie, au Honduras et au Panama, le programme d'action national est lié aux activités nationales ou sectorielles ou à d'autres initiatives économiques et sociales.



/...

Adaptation des objectifs à la réalité nationale : échelonnement de la réalisation des objectifs et établissement des priorités

29. En fixant les objectifs pour le développement de l'enfant dans les années 90, le Plan d'action du Sommet mondial précise au paragraphe 6 que "ces objectifs demanderont dans un premier temps à être adaptés aux réalités particulières de chaque pays en matière de calendrier, de priorités, de normes et de ressources disponibles". La plupart des pays ont adapté ces objectifs de manière qu'ils correspondent plus étroitement à leur situation propre, ou sont en passe de le faire.

30. Dans de nombreux cas, cela s'est traduit par l'adoption d'objectifs plus ambitieux que ceux du Sommet mondial. C'est ainsi que l'Argentine, le Brésil, le Costa Rica, la Malaisie, le Mexique, la Tunisie et le Venezuela prévoient pour l'an 2000 une réduction des taux de mortalité infantile (TMI) et de mortalité des enfants de moins de 5 ans plus importante que celle qui a été proposée au niveau mondial. Par ailleurs, la République populaire démocratique de Corée, l'Equateur, les Maldives, la Malaisie, le Mexique, l'Uruguay et le Zimbabwe se sont également fixé des objectifs plus ambitieux en matière d'éducation de base.

31. Comme on pouvait s'y attendre, il s'agit généralement de pays en développement à revenu assez élevé, mais un certain nombre de pays à faible revenu, comme le Bangladesh et Sri Lanka, ont eux aussi adopté des objectifs plus ambitieux; ils ont réalisé des progrès considérables dans certains secteurs et n'envisagent pas d'en rester là.

32. Par ailleurs, le fait que d'une manière générale le calendrier de réalisation des objectifs mondiaux énoncés par le Sommet mondial ait été reporté au-delà de l'an 2000 par des pays relevant de la catégorie des pays les moins avancés démontre le réalisme et le sérieux avec lesquels on s'efforce de donner suite au Sommet mondial. Certains de ces pays, tout en s'efforçant d'échelonner la réalisation des objectifs du Sommet mondial, ont adapté les normes de prestation de services en matière d'alimentation en eau potable, par exemple en augmentant la longueur de leur réseau par rapport à d'autres pays.

Stratégies

33. Etant donné qu'une stratégie constitue une synthèse spécifique des politiques, programmes et projets définissant la voie à suivre pour la réalisation des objectifs adoptés et adaptés par chaque pays, elle diffère nécessairement d'un pays à l'autre. Néanmoins, il existe un certain nombre d'éléments communs à de nombreux programmes d'action nationaux qui, une fois analysés, donnent une image composite de la manière dont les nations du monde entendent organiser leurs efforts en vue d'atteindre les objectifs du développement de l'enfant dans les années 90.



### Stratégie globale

34. Certaines stratégies sont axées sur de vastes programmes d'action à l'échelle nationale qui donnent un rang élevé de priorité politique aux questions intéressant les enfants, ou font des objectifs du programme d'action national le critère servant à évaluer le développement social. On peut considérer que ces stratégies reflètent le thème du Sommet mondial, à savoir "Les enfants d'abord". D'autres stratégies mettent d'abord l'accent sur l'environnement économique global, le programme d'action national s'inscrivant alors dans le cadre de la réduction de la pauvreté et/ou de l'atténuation des effets de l'ajustement sur les groupes les plus vulnérables.

35. Plusieurs stratégies commencent par souligner la nécessité d'une large participation de nombreux secteurs de la société, en collaboration avec les pouvoirs publics, les institutions de financement et de coopération technique, ainsi que tous les groupes clefs tels que le secteur privé, les associations civiques et religieuses, les syndicats, les ONG, les universités, etc. Pour ce faire, elles font appel aux moyens de communication traditionnels et aux médias. D'autres mettent l'accent sur la nécessité d'une mise en oeuvre non seulement au niveau national, mais aussi au niveau des provinces, des districts et des collectivités locales, en insistant sur le thème de la décentralisation qui revient très souvent dans la présentation des stratégies d'exécution des plans d'action nationaux. Il est fait appel à diverses formules comme la microplanification et le renforcement du rôle et des pouvoirs des entités locales. Les concepts de participation de la collectivité, du renforcement des pouvoirs des collectivités et de la gestion par la collectivité reviennent très souvent dans les stratégies d'exécution des programmes d'action nationaux. D'autres programmes d'action sont axés sur la sensibilisation des familles et le renforcement de leurs pouvoirs.

36. De nombreux programmes d'action nationaux insistent sur le fait que les besoins des enfants et des femmes sont liés et en tirent la conclusion que les stratégies visant à les satisfaire doivent l'être également. D'autres visent de préférence les groupes les plus nécessiteux pour ce qui est de la prestation de services. En fait, la réduction des disparités, dans son sens large, est peut-être l'objectif qui est énoncé le plus fréquemment dans les stratégies d'exécution des programmes d'action nationaux, sous diverses formes : élimination des inégalités sociales; allocation des ressources aux zones qui en ont le plus besoin; priorité aux zones les moins développées; attention accrue aux groupes vulnérables et vivant dans des zones reculées; intérêt porté aux groupes déshérités; priorité aux plus pauvres; et réduction des inégalités fondées sur le sexe.

37. Le développement humain, le développement du capital humain et la mise en place de capacités, sont également des thèmes qui apparaissent fréquemment par les stratégies d'exécution des programmes d'action nationaux.



38. Dans un certain nombre de pays, comme le Bangladesh, le Botswana, le Ghana et le Pakistan, la stratégie a consisté à lier le programme d'action national aux initiatives prises pour favoriser le développement humain, avec l'appui du PNUD, et en collaboration fréquente avec l'UNICEF. La Convention relative aux droits de l'enfant constitue le cadre de référence des stratégies élaborées par plusieurs autres pays comme la Colombie, la Jamaïque, la Malaisie, les Maldives et le Venezuela. Dans le cas de Madagascar, le programme d'action national est intégré au programme national relatif à l'environnement, en partant du principe que l'enfant joue un rôle actif dans l'amélioration de l'environnement tout en en bénéficiant. Au Yémen, le programme d'action national est formulé dans le cadre d'une politique démographique nationale.

39. Le fait que de nombreux programmes d'action nationaux traitent dans leurs stratégies de questions telles que l'utilisation optimale et la gestion rationnelle des ressources disponibles ainsi que de la nécessité de solutions peu coûteuses et de la mobilisation des ressources locales démontre une large prise de conscience des sérieuses contraintes financières tant internes qu'extérieures.

#### Stratégies sectorielles

40. Les stratégies en matière de santé mettent particulièrement l'accent sur les éléments suivants : a) nécessité de renforcer les services de soins de santé primaires et d'en élargir la portée; b) promotion des soins préventifs; c) participation de la collectivité aux soins de santé primaires; et d) meilleure prise en charge des maladies auxquelles sont imputables les taux de mortalité les plus élevés ainsi que des zones ayant les plus forts taux de mortalité infantile.

41. Les stratégies en matière de nutrition de certains pays sont axées sur la production et la distribution des denrées alimentaires ainsi que sur la sécurité alimentaire des ménages. D'autres pays mettent plutôt l'accent sur la nécessité de s'attaquer aux causes économiques, sociales, biologiques et culturelles de la malnutrition; d'autres encore soulignent la nécessité de programmes spécifiques tels que la surveillance de la croissance, les aliments complémentaires et la diffusion d'informations sur l'alimentation et la nutrition. La réduction de la charge de travail des femmes est également considérée comme un élément important des stratégies visant à promouvoir une meilleure nutrition.

42. Les stratégies dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement insistent sur le renforcement ou la réorganisation des organismes chargés des prestations de services, parallèlement à la mise en place de capacités aux niveaux national et local; sur la décentralisation de la planification et de la prestation de services avec la participation de la collectivité, en particulier les femmes; sur la recherche de techniques appropriées peu coûteuses; et sur l'amélioration qualitative et quantitative de l'alimentation en eau et de l'assainissement.



43. Les stratégies en matière d'éducation sont axées sur l'aide aux enfants issus des minorités, aux enfants pauvres des zones reculées et sous-développées, ainsi que sur la réduction des inégalités fondées sur le sexe dans la scolarisation et la poursuite des études. La réforme de l'enseignement et des programmes est également souvent citée comme une activité hautement prioritaire de même que les efforts visant à faciliter l'accès des enfants à l'école tout en améliorant la qualité de l'enseignement préscolaire et élémentaire.

44. Les réformes en matière de législation et de politiques sont fortement prioritaires dans les stratégies concernant les enfants vivant dans des conditions particulièrement difficiles. L'accent y est placé sur la nécessité de modifier les lois existantes ou d'en adopter de nouvelles, en particulier pour protéger les enfants des rues et ceux qui travaillent. Une large place est également faite aux programmes de prévention et de réadaptation en faveur des enfants victimes de mauvais traitements, ainsi qu'aux efforts visant tout spécialement à venir en aide aux enfants dans les zones de guerre ou ceux qui subissent les contrecoups des conflits de déroulant à proximité. La priorité est également accordée à l'exécution en milieu non institutionnalisé des programmes en faveur des enfants handicapés et à la formation des familles à leur prise en charge. Le recensement précoce des enfants vivant dans des conditions particulièrement difficiles afin de permettre une intervention rapide constitue également un élément de la stratégie.

#### Besoins en ressources

45. A un certain stade du processus de planification, il y a lieu de s'attendre à ce qu'il soit procédé à l'estimation des coûts de réalisation des objectifs du plan. Toutefois, les pays qui élaborent des plans nationaux de développement le font généralement pour une période de moins de 10 ans et ont donc davantage l'habitude, à supposer qu'ils procèdent effectivement à une estimation des coûts des secteurs sociaux, de calculer le coût des intrants nécessaires pour maintenir et développer les types de services humains et sociaux déjà offerts, plutôt que d'évaluer le coût unitaire de la réalisation d'objectifs tels que la réduction des taux de mortalité. Par ailleurs, un certain nombre de pays ont davantage d'expérience dans l'estimation des coûts afférents à certains secteurs qu'à d'autres. Aussi n'est-il pas surprenant que les programmes d'action nationaux reçus jusqu'à présent aient généralement tendance à être incomplets ou insuffisants en ce qui concerne l'évaluation des coûts de réalisation des objectifs fixés. Il existe toutefois des exceptions notables comme le Burkina Faso, les pays d'Amérique centrale, Cuba, l'Equateur, le Népal, le Pakistan, le Paraguay, le Pérou, Sri Lanka, le Venezuela et le Viet Nam.

46. La situation d'ensemble relative aux estimations des ressources requises pour les programmes d'action nationaux est présentée par zone géographique régionale dans le tableau 3 ci-après.



/...

Tableau 3

Pays qui procèdent à l'évaluation des ressources requises pour  
 la réalisation des objectifs de la décennie pour les enfants

	Asie	Amérique latine et Caraïbes	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Afrique sub- saharienne	Pays indus- trialisés
Tous les objectifs	7	14	2	7	-
Certains objectifs :					
Santé	4	2	2	7	-
Education	5		2	5	-
Alimentation en eau et assainissement	5	1	2	5	-
Nutrition	2	-	-	2	-
Enfants vivant dans des conditions particulièrement difficiles	1	-	-	1	-

47. Les programmes d'action nationaux mis au point et ceux qui sont en cours de préparation abordent de différentes façons la question des ressources financières requises pour la réalisation des objectifs du Sommet. Les estimations les plus concrètes et détaillées figurent, comme on pouvait s'y attendre, dans les programmes d'action nationaux les plus complets, dont beaucoup présentent les ressources requises par secteur jusqu'en l'an 2000. Dans certains programmes d'action nationaux, des données financières détaillées sont même établies au niveau des projets.

48. Les projets de programmes d'action nationaux présentent des estimations de coûts pour les secteurs prioritaires déjà recensés ou désignent les ministères ou les organes de liaison chargés d'effectuer les futures estimations. Certains programmes d'action nationaux, qui calculent les ressources financières requises en tenant compte des budgets nationaux déjà existants, précisent que les déficits doivent être comblés soit par l'assistance extérieure, soit par une meilleure utilisation et une rationalisation des programmes existants.



/...

49. Il est précisé dans un certain nombre de programmes d'action nationaux que les estimations des ressources devront attendre la mise au point du prochain plan de développement du gouvernement, suivi par l'élaboration du budget, les ouvertures de crédits approuvées par les organes délibérants, ou les décisions des ministères sectoriels.

50. Pour certains pays, l'estimation des ressources financières nécessaires à la réalisation des objectifs s'est avérée une opération complexe et nouvelle, mais le programme d'action national offre l'occasion de mettre au point des méthodologies et d'acquérir de l'expérience pour l'avenir.

51. L'analyse des 18 programmes d'action nationaux reçue au cours de la première semaine du mois de mars 1992, qui sont assorties d'estimations de coûts complètes ou partielles, fait apparaître des variations considérables des estimations par rapport au produit intérieur brut (PIB). La plupart des estimations se situent toutefois dans une fourchette de 1 à 8 % du PIB, avec une moyenne de 3 %. Sachant que le rapport sur le développement humain établi par le PNUD en 1991 recommande un chiffre de 5 % pour le ratio des dépenses consacrées au développement humain, c'est-à-dire le pourcentage du revenu national consacré aux besoins humains prioritaires, on peut dire que ces estimations sont loin d'être irréalistes. La réalisation des objectifs en matière d'éducation donne lieu aux estimations de coûts les plus élevées, soit 37 % du total, tandis que les estimations sont en moyenne de 22 % pour l'alimentation en eau et l'assainissement et de 18 % pour la santé.

#### Mobilisation des ressources

##### Réaffectation des budgets nationaux

52. Au paragraphe 34 iii), le Plan d'action du Sommet mondial invite chaque pays "à réviser, compte tenu de sa situation particulière, son budget ordinaire ... de façon que les programmes destinés à réaliser les objectifs de la survie, de la protection et du développement de l'enfant soient considérés comme prioritaires lors de l'affectation des ressources".

53. Au moment de l'établissement du présent document, 31 pays en développement ont, comme ils s'y sont engagés, fait de sérieux efforts pour réaffecter les ressources en priorité à l'éducation de base et aux soins de santé primaires et, deuxièmement, aux programmes d'approvisionnement en eau, d'assainissement et de nutrition. Le tableau 4 présente la situation selon le nombre de pays dans chaque région.



Tableau 4

Pays restructurant leur budget national et l'affectation de l'aide

Nombre de pays restructurant leur budget :	Asie	Amérique latine et Caraïbes	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Afrique subsaharienne	Pays industrialisés
	(6)	(14)	(4)	(7)	(0)
<u>Secteurs bénéficiaires</u>					
Soins de santé primaires	3	6	3	3	-
Education	2	6	3	6	-
Nutrition	1	4	1	3	-
Approvisionnement en eau et assainissement	2	2	2	3	-
Enfants vivant dans des conditions particulièrement difficiles	-	3	2	2	-

Note : Le total de chaque colonne ne correspond pas au nombre des pays indiqué pour cette colonne parce que plusieurs pays ont affecté des ressources à plus d'un secteur.

54. Il est trop tôt pour dresser un tableau de l'ordre de grandeur des ressources sur lesquelles ont porté ces réaffectations, mais certains exemples peuvent donner une idée de ce qui se fait ou de ce qui est prévu.

55. L'élaboration des programmes d'action nationaux a déjà permis d'augmenter la part du budget national consacrée à la santé et à l'éducation en El Salvador et aux Philippines. La déclaration faite par El Salvador de relever son budget de l'éducation et celui de la santé de 20 à 25 %, respectivement, peut être considérée comme un exemple concret de l'utilisation des "dividendes de la paix" en faveur des enfants. La suite donnée au Sommet mondial et l'établissement du programme d'action national ont déclenché un accroissement de 30 % de la part du budget national de l'Egypte consacrée au secteur social.



/...

Un défi pour la coopération internationale

56. Certes, le prix à payer pour atteindre les objectifs concernant les enfants dans les pays en développement sera à la charge de ces derniers, mais la communauté internationale devra aussi leur prêter son concours, qui peut revêtir deux formes différentes.

57. D'une part, et surtout, la communauté internationale peut offrir aux pays en développement un cadre pour l'action riche en possibilités et en moyens de développement et de croissance rapides. Il est bien plus facile de financer des programmes permettant de réaliser les objectifs concernant les enfants dans une économie en pleine expansion que dans une économie en stagnation. Dans leur Déclaration mondiale en faveur de la survie, de la protection et du développement de l'enfant, les chefs d'Etat réunis pour le Sommet ont fait observer que "les conditions économiques continueront d'avoir une influence considérable sur le sort des enfants, notamment dans les pays en développement. Pour l'avenir de tous les enfants, il est absolument indispensable d'assurer ou de relancer dans tous les pays une croissance économique et un développement qui soient soutenus et viables et aussi de continuer à rechercher d'urgence une solution globale et durable aux problèmes que la dette extérieure pose aux pays en développement débiteurs". Les signataires de la Déclaration se sont ensuite engagés à lancer une attaque mondiale contre la pauvreté et à soutenir la croissance et le développement dans tous les Etats, par le biais d'actions nationales et dans le cadre de la coopération internationale, constatant que cela "nécessite le transfert d'un volume approprié de ressources supplémentaires vers les pays en développement, ainsi qu'une amélioration des termes de l'échange, une plus grande libéralisation du commerce et l'adoption de mesures en faveur d'un allègement de la dette".

58. A cet égard, les mesures prises pour donner suite au Sommet mondial pour les enfants n'ont jusqu'à présent, un an et demi après la Déclaration, guère pesé d'un grand poids. La récession économique qui frappe les pays industrialisés et les bouleversements dont l'Europe centrale et orientale et l'ancienne Union soviétique sont le théâtre ont assombri les perspectives d'accélération de la croissance des pays en développement, et les espoirs d'amélioration des termes de l'échange pour les pays en développement sont compromis par l'immobilisme dans lequel restent empêtrées les négociations menées dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers (GATT). S'il est vrai qu'il n'y a toujours pas d'issue à la crise de la dette dans son ensemble, certains pays ont pris diverses mesures d'allègement et de remise de la dette qui pourraient donner à entendre qu'une solution plus générale du problème se dessine. Dans le cas plus précis de l'allègement de la dette en faveur des enfants, les Pays-Bas, par exemple, ont participé à une opération de conversion de dettes en Equateur, au Honduras et à la Jamaïque. De leur côté, des banques commerciales apportent leur appui à des mécanismes de rachat des dettes.



### Restructuration de l'aide publique au développement

59. En deuxième lieu, la communauté internationale peut appuyer la réalisation des objectifs concernant les enfants dans les pays en développement en augmentant les ressources spécifiquement allouées aux programmes qui poursuivent la réalisation des mêmes objectifs. Pour autant, cela n'entraîne pas automatiquement une augmentation notable du volume global de l'aide publique au développement (APD), ce qui au demeurant serait fort souhaitable, conformément aux objectifs de la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement. En revanche, cela signifie que l'aide bilatérale ou multilatérale devrait faire une plus large place au développement humain en général, et que, parmi les chapitres du secteur social en particulier (santé, éducation, approvisionnement en eau et assainissement par exemple), un pourcentage plus élevé devrait être alloué aux soins de santé primaires, à l'éducation de base et à l'approvisionnement en eau et l'assainissement à prix modiques. Au paragraphe 34 iii) de son plan d'action, le Sommet invite les pays donateurs à veiller à ce que, dans leur budget d'aide au développement, "les programmes destinés à réaliser les objectifs de la survie, de la protection et du développement de l'enfant soient considérés comme prioritaires lors de l'affectation des ressources".

60. Certains faits donnent à penser que de telles réaffectations sont en cours ou sont prévues, comme on pourra le constater ci-après dans la section relative aux programmes d'action nationaux des pays industrialisés, mais les données disponibles ne permettent pas encore de tirer des conclusions de fond sur la question.

61. On peut en tout cas se féliciter de l'évaluation des flux d'aide à laquelle procède le Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), avec la coopération du PNUD et de l'UNICEF. Jusqu'alors, en raison du mode de présentation de l'APD, il était difficile de déterminer le volume et les tendances de l'appui aux domaines prioritaires du développement humain, y compris les programmes relatifs au bien-être des enfants et des femmes. Tout en faisant remarquer que la base de données de l'OCDE qui a servi au calcul était "notablement incomplète", le Rapport mondial sur le développement humain 1991 signale que les fonds de l'APD alloués au secteur social ont représenté 23 % de l'APD totale et que les domaines prioritaires tels que les soins de santé de base, l'éducation de base, la planification familiale et l'approvisionnement en eau des zones rurales n'en ont reçu que 37 % environ. Le projet contribue à normaliser la présentation de ces rapports en améliorant la précision, ce qui permet à chaque pays et à la communauté internationale de savoir quelle proportion de l'aide contribue directement à la réalisation des objectifs concernant les enfants.

### Mobilisation de ressources supplémentaires

62. Certains programmes d'action nationaux proposent des moyens novateurs de financer la réalisation des objectifs concernant les enfants. Il s'agit par exemple de mesures tendant à moderniser et à rentabiliser davantage le secteur



public ainsi qu'à améliorer les mécanismes de recouvrement de l'impôt, de formes d'imposition nouvelles, de moyens plus efficaces de recouvrement des taxes, redevances et autres coûts, de conversions de la dette en investissements sociaux et d'incitations à une plus grande participation du secteur privé.

#### Mobilisation sociale

63. Les familles, collectivités, administrations locales, ONG et institutions sociales, culturelles, religieuses, commerciales et autres, y compris les organes d'information, sont encouragées par le Sommet mondial, au paragraphe 34 iv) du Plan d'action, à appuyer activement les objectifs concernant les enfants et le développement dans les années 90. "Il convient d'exploiter toutes les formes de mobilisation sociale", est-il déclaré dans le Plan d'action, "et notamment d'utiliser efficacement les immenses possibilités offertes par les nouveaux moyens d'information et de communication, pour transmettre à toutes les familles les connaissances et compétences dont elles ont besoin pour améliorer de façon spectaculaire la situation des enfants."

64. Comme on l'a relevé plus haut, un grand nombre des institutions appartenant à tous les secteurs de la société ont participé, ou participent, au processus d'élaboration des programmes d'action nationaux. Les moyens d'information sont engagés en Argentine, tandis qu'au Chili, une campagne nationale de mobilisation sociale sur le thème "Que vivent nos enfants" a reçu l'appui des pouvoirs publics locaux, d'institutions publiques et d'ONG. En Equateur, le Comité pour la préparation du programme d'action national compte parmi ses membres l'Association équatorienne des chaînes de télévision et les associations de presse et de radio équatoriennes.

65. Il est prévu dans le programme d'action national du Bhoutan que tous les organes et moyens de communication participeront à la mise en oeuvre. Des liaisons seront établies entre diverses unités de communication gouvernementales pour constituer un potentiel technique de plaidoyer concernant les problèmes des femmes et des enfants. La communication sociale, utilisant les moyens modernes et les moyens traditionnels tout à la fois, est également une des grandes activités stratégiques du programme d'action national du Pakistan.

66. Le Ministère néerlandais de la coopération pour le développement a pris un certain nombre de mesures tendant à mobiliser l'opinion publique pour qu'elle soutienne son engagement résolu en faveur de l'aide aux enfants des pays en développement. Des chansons exécutées sur la radio nationale par des groupes de musique rock de réputation internationale, de la documentation attrayante expliquant à l'intention des écoles le budget national de la coopération en faveur du développement et un "passeport pour enfant" multicolore traduisant en mots et en images que les petits Néerlandais peuvent comprendre le langage juridique de la Convention relative aux droits de l'enfant, sont seulement quelques-unes des nombreuses mesures de mobilisation sociale mises en oeuvre aux Pays-Bas pour donner directement suite au Sommet mondial.



67. En Amérique latine, toute l'attention des médias est centrée sur le thème des années 90 comme décennie du paiement de la "dette sociale" envers les enfants et d'autres groupes vulnérables. La documentation établie pour le prochain Sommet ibéro-américain est articulée autour de la question des programmes d'action nationaux et de la dette sociale. Des thèmes tels que "une décennie pour s'acquitter de la dette sociale" seront traités dans un document multimédias Children of the Americas dont la parution est prévue en juillet 1992.

#### Suivi

68. Il est déclaré au paragraphe 34 v) du Plan d'action adopté au Sommet mondial que "chaque pays devrait mettre en place les mécanismes nécessaires pour rassembler, analyser et publier régulièrement et en temps voulu les données leur permettant de suivre les indicateurs sociaux relatifs au bien-être des enfants ... qui témoignent des progrès faits vers la réalisation des objectifs énoncés dans le présent Plan d'action et les plans d'action nationaux correspondants". Cette injonction est prise à coeur par les pays lors de l'établissement de leurs programmes d'action nationaux.

69. Une des premières mesures consiste pour chaque programme d'action national à déterminer sa base de données de 1990 pour la réalisation de chacun des objectifs de la décennie. De nombreux programmes d'action nationaux contiennent des tableaux qui présentent, en colonnes parallèles, les indicateurs correspondant à chacun des objectifs, la situation présente concernant chaque indicateur, la source d'information et le but à atteindre pour l'an 2000. Les lacunes concernant les données courantes sont signalées et les mesures permettant de les combler sont recensées. Dans certains pays, comme le Ghana, la Guinée-Bissau, les Maldives, le Maroc, le Nicaragua, le Nigéria, la Sierra Leone, le Suriname et la Tunisie, on a procédé à des enquêtes et à des analyses de situation spéciales en vue de contribuer à l'établissement de données de base pour les programmes d'action nationaux. Dans d'autres, tels que la Bolivie, le Botswana et le Mozambique, c'est un futur recensement national qui est renforcé pour pouvoir recueillir les données nécessaires à la base de données des programmes d'action nationaux.

70. La quantité et la qualité des données nécessaires au suivi varient considérablement d'un pays à l'autre. Là où les systèmes en vigueur sont jugés satisfaisants, il peut suffire de procéder à des mises à jour périodiques, comme c'est le cas en Chine et au Viet Nam, ou, comme en Thaïlande, de créer un centre de coordination chargé de faire en sorte que les informations disponibles servent de base aux débats de politique générale et à la prise de décisions. Toutefois, la plupart du temps, les pays eux-mêmes considèrent que les systèmes de suivi présentent des lacunes d'une manière ou d'une autre; de nouveaux mécanismes sont alors mis en place pour les compléter et/ou les coordonner. C'est ce qu'envisagent certains pays comme le Bangladesh, la Côte d'Ivoire, El Salvador, la Guinée, la Mauritanie, le Mexique, le Maroc, le Népal, la Tunisie, le Yémen et le Zimbabwe. Au Brésil, au Costa Rica, à Cuba et en Guinée équatoriale, les systèmes existants sont renforcés ou restructurés pour tenir compte des objectifs de la décennie.



71. Plusieurs pays, particulièrement en Afrique, envisagent de mettre en place des systèmes de suivi ou de renforcer ceux qui existent déjà à l'échelon local. Le Burundi met actuellement en place un système où les chefs de village enregistrent les naissances et les décès. La République-Unie de Tanzanie complète son système national de suivi, qui se fonde sur des enquêtes et des registres administratifs, par un dispositif communautaire de collecte de données sur la mortalité infantile, la nutrition, le paludisme, les cas de diarrhée et l'éducation. Au Mozambique, c'est au niveau des districts que sont établies les bases de données, tandis qu'à Madagascar, des journées de réflexion sont organisées à l'échelon des provinces pour recueillir des informations d'ordre plus qualitatif concernant l'impact produit par l'environnement sur les enfants et les femmes. La Thaïlande, qui procède chaque année et dans tous les villages à une enquête de base sur les besoins minimums, met à jour sa liste des besoins de base pour prendre en compte les objectifs fixés par le Sommet mondial.

72. Au Niger, le Comité pour la survie, la protection et le développement de l'enfant prévoit de faire paraître un rapport annuel faisant le point de la situation des enfants nigériens.

73. A l'échelon international, des mesures ont été prises pour aider les pays qui s'efforcent de suivre la réalisation des objectifs concernant les enfants pour la décennie et pour donner suite à la demande énoncée expressément au paragraphe 35 iv) du Plan d'action adopté au Sommet mondial concernant le suivi de l'application au niveau mondial.

74. Un groupe de travail interinstitutions sur le suivi social, regroupant le PNUD, le FNUAP, le Bureau de statistique de l'ONU et l'UNICEF, a organisé des missions de suivi en Equateur, au Kenya, au Mali, au Mexique et aux Philippines pour évaluer la situation en matière de suivi social et faire des recommandations concernant l'action à mener aux niveaux national et international. Dans ce contexte, l'UNICEF et l'OMS se sont consultés pour élaborer de concert des indicateurs de santé, et une note a été établie à l'intention du Comité mixte UNICEF/OMS des directives sanitaires. L'OMS et l'UNICEF ont lancé en commun un projet de suivi systématique du secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement au cours des années 90. Les organisations internationales s'occupant d'éducation se consultent également pour déterminer les indicateurs de suivi dans le domaine de l'éducation, notamment pour mesurer les résultats scolaires. Des consultations interinstitutions ont permis de dégager un consensus sur le suivi des objectifs en matière d'allaitement maternel au niveau des foyers, et l'OMS a fait paraître un rapport sur la question. L'OMS a également établi un document préliminaire sur la mesure des troubles dus à la carence en iode, qui sera en principe suivi par un document similaire sur d'autres carences micronutritionnelles. L'UNICEF et le BIT ont cofinancé un atelier de haut niveau à Santiago (Chili), en septembre 1991, sur le suivi des indicateurs relatifs à la pauvreté - qui fait partie intégrante du processus de suivi de la réalisation des objectifs du Sommet. L'UNICEF a organisé une série de réunions au siège et au niveau régional pour évaluer l'état d'avancement du suivi du Sommet en général et la mise en place de mécanismes de suivi en particulier.



Recherche

75. Il est fait observer dans le Plan d'action lui-même que "la recherche-développement pourrait accélérer la réalisation des objectifs approuvés dans la Déclaration du Sommet et le présent Plan d'action" et il y est demandé aux gouvernements, au secteur industriel et aux établissements universitaires de renforcer leurs activités de recherche fondamentale et appliquée. Sauf pour le suivi et l'évaluation, les gouvernements n'ont pas fait état à ce jour de nombreuses activités de recherche spécifiques dans le cadre du suivi du Sommet mondial. On peut toutefois noter que l'Initiative de vaccination des enfants progresse régulièrement et que l'on intensifie la mise au point de vaccins contre le paludisme et le syndrome d'immunodéficience acquise (SIDA). Quelques pays en développement déclarent que la recherche devrait en principe être l'un des domaines qui seront pris en considération lors de la restructuration des budgets nationaux et de la répartition de l'aide. Le programme d'action national de la Finlande est intéressant à cet égard. L'Académie de Finlande envisage de lancer un programme de recherche sur l'enfance en 1992 en vue d'intensifier et de diversifier la recherche appliquée, surtout dans les quatre domaines suivants : l'enfance en tant que phénomène socioculturel; la vie quotidienne des enfants; première enfance et interaction; et la qualité de la vie des enfants. Dans son programme d'action national, l'Australie examinera également la question de la recherche, notamment le détail sur des principales activités de recherche en cours dans le pays.

## IV. AUTRES FAITS MARQUANTS DE L'APRES-SOMMET

76. Outre l'élaboration de programmes d'action nationaux et d'autres activités nationales et internationales qui sont la conséquence directe du Sommet mondial pour les enfants, il importe de mentionner plusieurs faits marquants motivés en totalité ou en partie par le Sommet mondial, ou liés à lui par un effet de synergie, qui contribuent à la réalisation des objectifs fixés.

A. Convention relative aux droits de l'enfant

77. Le plus important de ces faits pour lequel il n'y a pas de précédent, est que pour le début d'avril 1992 la Convention relative aux droits de l'enfant avait déjà été ratifiée par 114 pays. "Nous nous efforcerons de promouvoir la ratification et la mise en oeuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant, dans les plus brefs délais." Tel était l'engagement des signataires de la Déclaration mondiale du Sommet et, de fait, la grande majorité d'entre eux ont oeuvré à sa ratification. L'application de tous les principes de la Convention est une entreprise de longue haleine et il s'écoulera du temps avant que la majorité des Etats parviennent à appliquer la totalité des normes qu'elle fixe pour assurer la protection des droits des enfants. Tous les objectifs du Sommet mondial pour les enfants sont consacrés dans la Convention en tant que droits que les Etats parties sont convenus d'appliquer "dans



toutes les limites des ressources dont ils disposent et, s'il y a lieu, dans le cadre de la coopération internationale" [art. 4, 24 (4) et 28 (1 et 3)]. Ainsi, les programmes d'action nationaux fournissent un cadre opérationnel pour la concrétisation de beaucoup des principes de la Convention et définissent des objectifs précis et quantifiables qui aideront les pays à évaluer les progrès qu'ils auront réalisés en vue de l'application des normes fixées par la Convention. La mise en oeuvre des programmes d'action nationaux suit donc bien la ligne de l'objectif à plus long terme de la réalisation intégrale des principes de la Convention et donne un sens à l'objectif général du Sommet mondial pour les enfants "en faveur d'un avenir meilleur pour tous les enfants".

#### B. Education de base et alphabétisation

78. La Conférence mondiale sur l'éducation pour tous, tenue à Jomtien (Thaïlande) six mois avant le Sommet mondial pour les enfants, avait adopté une nouvelle charte pour l'éducation de base et l'alphabétisation. Le Sommet mondial a réaffirmé les objectifs de la Conférence de Jomtien et les activités de suivi visant à atteindre leurs objectifs communs sont les mêmes. De nombreux pays ont répondu directement au défi de Jomtien en faisant des efforts concrets pour réévaluer leurs besoins en matière d'éducation de base, définir des stratégies et mobiliser des ressources. Des tables rondes nationales ont eu lieu dans 22 pays d'Afrique subsaharienne, 3 pays du Moyen-Orient et 12 pays d'Asie, généralement avec la coopération de l'Unesco, de l'UNICEF, du PNUD et de la Banque mondiale. Des réunions analogues ont eu lieu dans 10 pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Toutes avaient pour principal objectif d'évaluer les besoins en matière d'éducation de base; de constituer des alliances entre ministères sectoriels, ONG et secteur privé; de formuler des stratégies et de mobiliser un appui auprès des donateurs. Les grandes priorités de l'éducation de base ont été définies pour l'Afrique à la sixième Conférence des ministres de l'éducation, tenue à Dakar en juillet 1991; pour l'Asie, par la Commission économique pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) dans son programme d'action et pour l'Amérique latine et les Caraïbes, à la réunion des ministres de l'éducation tenue à Quito en avril 1991. Des plans nationaux d'éducation visant à atteindre les objectifs de "l'éducation pour tous" ont été établis par l'Algérie, le Bangladesh, le Burkina Faso, le Chili, la Chine, Djibouti, la Gambie, le Ghana, l'Inde, le Lesotho, le Népal, le Niger, l'Ouganda, le Pakistan, les Philippines, la République démocratique populaire lao, la République-Unie de Tanzanie, la Sierra Leone, Sri Lanka, le Swaziland, la Thaïlande et la Tunisie. La plupart de ces pays ont également augmenté leurs crédits budgétaires pour l'enseignement primaire. La coopération interorganisations a été considérablement renforcée par le biais de réunions et de groupes de travail organisés parmi les chefs de secrétariat des organismes qui avaient parrainé la Conférence de Jomtien; par l'intermédiaire du Comité mixte Unesco/UNICEF des directives en matière d'éducation; et par des échanges de renseignements entre organismes internationaux et bilatéraux.



### C. Santé

79. Les objectifs du Sommet mondial pour les enfants dans le domaine de la santé sont identiques à ceux déjà adoptés par l'Assemblée mondiale de la santé et constituent un préalable à la réalisation de l'objectif d'Alma Ata "La santé pour tous d'ici à l'an 2000". De nombreuses personnes et organisations s'efforçaient depuis longtemps d'atteindre ces objectifs, mais le Sommet a contribué à relancer et recibler cet effort. Les infections aiguës des voies respiratoires sont maintenant reconnues comme étant l'une des principales causes des décès d'enfants dans les pays en développement, et l'un des objectifs d'appui du Sommet mondial dans le domaine de la santé est de réduire d'un tiers la mortalité due à ces infections chez les enfants de moins de 5 ans. En décembre 1991, près de 400 sommités en matière de santé publique, représentant 60 pays et comptant 20 ministres de la santé parmi elles, se sont réunies à Washington et, pour parvenir à cet objectif, ont approuvé un programme en six points visant notamment à assurer la formation et la surveillance des agents sanitaires; à éduquer les parents afin qu'ils puissent détecter certains signes avant-coureurs; à accélérer la mise au point de nouveaux vaccins contre la pneumonie; à améliorer les taux de vaccination infantile et à adopter des mesures contre la pollution de l'air à l'intérieur des habitations. La collaboration pour lutter contre le SIDA s'est également intensifiée depuis le Sommet mondial. Avec l'OMS en tant que chef de file, les pays, les donateurs bilatéraux, l'UNICEF et d'autres organisations internationales ont renforcé les crédits, la formation et la mobilisation sociale pour faire face à cette maladie qui menace à la fois les enfants, leurs familles et leurs pays.

### D. Nutrition

80. L'élimination presque totale des troubles dus aux carences en iode et à l'avitaminose A et la réduction d'un tiers par rapport à 1990 du nombre de femmes souffrant d'anémie ferriprive sont trois des objectifs du Sommet mondial dans le domaine de la nutrition. La Conférence internationale intitulée "Éliminer la faim insoupçonnée", qui s'est tenue à Montréal (Canada), en octobre 1991 et à laquelle assistaient des représentants de plus de 50 pays ainsi que des chercheurs et des fonctionnaires d'organismes internationaux, s'est inscrite dans la ligne directe des recommandations du Sommet mondial en cette matière. Cette Conférence a permis de mettre davantage en évidence l'importance de ces "supernutriments" et a préparé le terrain en vue d'une large alliance entre les gouvernements, organismes et institutions et les industries concernées pour accélérer la prise d'initiatives visant à atteindre ces objectifs. Permettre à toutes les femmes de nourrir leurs enfants exclusivement au sein pendant les quatre à six premiers mois, et de continuer à les allaiter tout en leur donnant des aliments d'appoint durant une bonne partie de la deuxième année, est un des autres objectifs d'appui énoncés lors du Sommet mondial. En 1991, l'OMS et l'UNICEF ont lancé l'initiative concernant la création d'hôpitaux soucieux du bien-être des nourrissons qui visait à récompenser les maternités remplissant les "10 conditions essentielles pour le succès de l'allaitement maternel" proposées dans la Déclaration conjointe sur la protection, l'encouragement et



le soutien de l'allaitement maternel, en leur reconnaissant un statut particulier. Les fabricants de lait maternisé ont accepté d'appuyer cette initiative en mettant fin à la distribution gratuite ou subventionnée de lait maternisé dans les hôpitaux et les maternités d'ici à la fin de 1992. Cette initiative est en voie d'application au niveau national de façon à accélérer l'encouragement, le soutien et la protection de l'allaitement maternel et amener progressivement les hôpitaux à donner une importance croissante aux soins de santé primaires.

#### E. Alimentation en eau et assainissement

81. L'objectif du Sommet mondial consistant à assurer à tous l'accès à une eau potable salubre et des systèmes sanitaires d'évacuation des excréments est identique à celui de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement (1981-1990). Bien que des progrès certains aient été accomplis pendant la Décennie, l'objectif en question n'a pas été atteint. Son échéance a été reportée à l'an 2000 par différentes instances, notamment le Sommet mondial pour les enfants. Un Conseil de coordination pour la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement a été créé à Oslo (Norvège) en 1991 pour donner un cadre mondial à la discussion de cet objectif et à la promotion de sa réalisation. En janvier 1992, la Conférence internationale sur l'eau et l'environnement, tenue en Irlande, a adopté des principes directeurs qui peuvent avoir un effet positif sur la réalisation des objectifs en matière d'alimentation en eau et d'assainissement. Deux de ces principes ont directement trait à l'accélération de l'accroissement durable du taux de couverture, en insistant sur la nécessité d'une optique véritablement participative en matière de planification et de développement sectoriels et en privilégiant sur le rôle central que les femmes peuvent jouer dans la gestion des installations mises en place.

#### F. Enfants vivant dans des conditions particulièrement difficiles

82. La question des enfants vivant dans des conditions particulièrement difficiles a reçu une attention particulière à plusieurs égards depuis le Sommet mondial. La demande faite lors de ce sommet d'instituer des jours de trêve et des couloirs spéciaux de la paix en faveur des enfants là où la guerre et la violence continuent de sévir a été respectée, du moins en partie, en Angola, en Ethiopie, en Iraq, au Soudan et en Yougoslavie. En novembre 1991, une Conférence sur les cessez-le-feu à des fins humanitaires comme moyen d'instaurer la paix dans l'intérêt des enfants, a eu lieu à Ottawa (Canada) en présence de représentants des organisations de promotion de la paix et de secours de nombreux pays, ainsi que d'experts ayant une longue expérience des négociations et des opérations visant à fournir une aide aux enfants en cas de conflit armé. Les réseaux régionaux et mondiaux d'ONG ont considérablement renforcé leurs activités en faveur des enfants qui travaillent et des enfants des rues, et ont commencé à se pencher sur certains problèmes qui recevaient auparavant une attention moindre tels que la prostitution des enfants ou leur exploitation comme domestiques, dont les filles sont surtout les victimes. L'OIT a élaboré un nouveau grand programme



/...

sur le travail des enfants, prévoyant la création d'une nouvelle équipe spéciale et d'un groupe consultatif interorganisations. L'Unesco est également devenue un partenaire actif dans la prise en charge des besoins en matière d'enseignement des enfants qui travaillent et des enfants des rues.

#### G. Enfants des zones urbaines

83. La croissance rapide des populations urbaines dans les pays en développement, qui s'accompagne d'une prolifération des taudis et des bidonvilles, a mis en évidence la nécessité d'accorder une attention accrue aux besoins particuliers des enfants des zones urbaines. Une première initiative des maires d'Italie a débouché sur un Colloque international des maires en tant que défenseurs des enfants, tenu à Dakar, en janvier 1992. A la suite de ce colloque, les maires du monde entier ont été invités à s'engager à s'efforcer de réaliser les objectifs du Sommet mondial pour les enfants dans leurs municipalités respectives; plusieurs municipalités ont déjà entrepris d'élaborer un programme d'action en faveur des enfants. En Tunisie, un comité pour les enfants a été créé dans chaque conseil municipal. La ville de Mexico a fait la preuve de son attachement aux objectifs du Sommet mondial en s'efforçant d'atteindre au plus vite l'objectif d'une immunisation universelle des enfants.

#### H. Les femmes et les filles

84. La promesse ferme faite aux femmes et aux filles lors au Sommet mondial doit être respectée d'ici la fin de la présente décennie. La Déclaration formule l'engagement de s'efforcer de renforcer le rôle des femmes et d'améliorer leur condition. Cet engagement est énoncé de façon encore plus ferme au paragraphe 15 du Plan d'action, qui reconnaît que le renforcement du rôle des femmes et le fait qu'elles aient accès à égalité avec les hommes aux ressources et possibilités de développement constituent un atout pour le développement économique et social d'un pays. Fait sans précédent, le Plan estime qu'il est fondamental de renforcer le statut des femmes et leur rôle dès leur plus jeune âge. Les pays membres de l'Association sud-asiatique de coopération régionale ont fait des années 90 la décennie des petites filles. De nombreux programmes d'action nationaux font preuve d'une sensibilité nouvelle aux inégalités entre les sexes, et comportent des mesures visant à obtenir des données différenciées selon le sexe qui n'étaient pas disponibles auparavant dans les systèmes de suivi, ainsi que des initiatives spécialement conçues pour éliminer les inégalités entre les sexes dans toute activité ou tout projet relevant de ces programmes d'action.

#### V. PERSPECTIVES REGIONALES

85. Les tableaux 1 à 4 et l'annexe II du présent rapport montrent avec quelle énergie les pays de toutes les régions du monde ont répondu aux défis et aux engagements définis lors du Sommet mondial pour les enfants. Cela dit, certaines régions ont avancé plus vite que d'autres, et certaines des mesures prises semblent caractéristiques de leur région; un bref examen des mesures prises pour donner suite au Sommet mondial, région par région, s'impose donc.



/...

On a procédé à une analyse plus détaillée pour la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord de façon à donner une idée de la richesse que peut avoir une analyse régionale mais, par souci de brièveté, les autres régions ont été étudiées de façon plus rapide.

A. Moyen Orient et Afrique du Nord

86. L'élaboration de programmes d'action nationaux comme suite au Sommet mondial a été accélérée dans l'ensemble de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord vers la fin de l'année 1991. Au début de 1992, Djibouti, la République islamique d'Iran, le Soudan et la Tunisie avaient déjà achevé leurs programmes respectifs; deux des plus grands pays de la région - l'Egypte et la Turquie -, de même que la Jordanie, le Maroc, la République arabe syrienne et le Yémen devraient achever les leurs vers le milieu de 1992.

87. La situation entre l'Iraq et le Koweït a, au début, ralenti la prise de mesures destinées à donner suite au Sommet mondial pour les enfants à titre prioritaire mais, depuis la fin de 1991, elle a en fait servi de catalyseur aux institutions nationales et régionales en les incitant à réexaminer leurs priorités et actions dans la mesure où elles affectent le bien-être des enfants et des femmes. Les plus lents à entreprendre l'élaboration de programmes d'action nationaux ont été les pays de la région du Golfe eux-mêmes où les activités de suivi n'ont vraiment commencé qu'en décembre 1991 avec un examen des progrès réalisés et des priorités effectué à l'échelon sous-régional sous l'égide du Conseil de coopération du Golfe. Les changements de gouvernement intervenus en Turquie, à la suite d'élections nationales sans heurts, et en Algérie, à la suite d'élections mouvementées et contestées, y ont entravé l'élaboration des programmes d'action, bien qu'il y ait lieu d'espérer qu'en Turquie elle pourra être achevée bientôt.

88. Les programmes d'action nationaux déjà mis au point ainsi que les grandes lignes de ceux qui sont encore en voie d'élaboration indiquent que la région dispose d'un cadre bien établi pour une action permanente donnant suite au Sommet. Les objectifs du Sommet ont été adaptés à la situation de chaque pays, et la Convention relative aux droits de l'enfant a été incorporée dans les opérations de suivi. Tous les programmes d'action nationaux ont bénéficié de l'approbation aux niveaux les plus élevés. L'adaptation des plans de développement nationaux aux objectifs du Sommet est en cours de réalisation et les alliances intersectorielles en faveur des enfants ont été renforcées. Les pays se sont engagés à poursuivre des objectifs axés sur la réduction des disparités mais ils sont conscients de la nécessité de renforcer encore cette tendance au fur et à mesure que se déroule le processus de programmation.

89. Il est inquiétant toutefois de constater le manque d'attention que l'on accorde aux besoins sur le plan des ressources. A l'heure actuelle, peu de pays indiquent une intention sérieuse de restructurer leurs budgets nationaux en faveur des enfants. Dans l'ensemble, la participation des ONG et la collaboration des organismes des Nations Unies et des donateurs bilatéraux pourraient être encore renforcées. Dans certains cas, on observe une tendance à ne pas étudier à fond le Plan d'action du Sommet sous prétexte que ses buts



/...

et objectifs figurent déjà dans le plan national établi par le gouvernement. Au stade actuel, les programmes d'action nationaux ne sont encore que des cadres bien que l'application en soit déjà commencée avec le processus de création d'alliances.

90. Les programmes d'action nationaux de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord qui sont achevés (Djibouti, République islamique d'Iran, Soudan et Tunisie) et ceux qui sont près de l'être (Maroc et Yémen) présentent tous un certain nombre de traits communs, les uns prévisibles, les autres de caractère novateur. Par exemple, ils a) réaffirment les objectifs relatifs à la survie de l'enfant avec une préoccupation plus marquée pour la capacité de maintenir l'élan acquis au cours des années 80; b) mettent l'accent sur la nécessité d'améliorer l'éducation de base, qu'il s'agisse de sa teneur et de sa pertinence ou du taux de fréquentation scolaire et d'alphabétisation, en particulier chez les filles; c) indiquent une intention d'examiner dans une optique neuve et plus ouverte les disparités entre les régions et les sexes, et de fixer des objectifs en vue de les réduire; d) définissent de manière nouvelle les problèmes concernant les enfants, notamment ceux qui se trouvent dans des circonstances particulièrement difficiles et ceux qui ont été déplacés par la guerre, sont orphelins ou vivent dans les rues; et e) considèrent l'accroissement démographique et le taux élevé de mortalité maternelle comme des préoccupations d'ordre national, la planification familiale étant maintenant ouvertement discutée en tant que politique nationale visant à agir au profit de la santé des mères et des enfants.

91. Le programme d'action tunisien est celui qui va le plus loin pour ce qui est de réduire les disparités régionales, alors que le marocain innove en axant son effort principal sur les disparités entre les sexes. Le programme soudanais décentralise l'action en chargeant les collectivités locales et les gouverneurs des régions de prendre l'initiative, un nouveau fonds créé aux fins de l'action sociale devant permettre d'atteindre les collectivités les plus déshéritées.

92. Dans une région durement touchée par la récession mondiale et les remous sans fin de la situation entre l'Iraq et le Koweït, l'absence, sauf au Soudan, d'une analyse adéquate des incidences budgétaires et des préoccupations financières dans la première phase de la planification en faveur des enfants faisant suite au Sommet, en démontre la nécessité impérieuse pour la phase suivante. Les programmes d'action de l'Egypte, de la Tunisie et de la République arabe syrienne montrent que les gouvernements se fondent sur des estimations des coûts pour planifier la réalisation des objectifs. Quant au programme du Maroc, il souligne la nécessité de restructurer les allocations budgétaires, particulièrement dans le secteur de l'éducation. Il faudra s'attacher davantage à définir les objectifs prioritaires et à prendre les décisions voulues en matière budgétaire, car il s'agira de déterminer ce qui sera dépensé, à quelles fins, par qui et avec quels avantages, ainsi que ce qui pourra être financé avec des ressources limitées. Il n'existe encore guère de signe indiquant qu'une restructuration quelconque est envisagée. Une autre lacune est l'insuffisance des liens avec le secteur privé qui reçoit peu d'attention dans les programmes d'action nationaux.



/...

93. Les programmes en cours d'élaboration dans la région reflètent de la part des gouvernements une meilleure capacité à définir les problèmes, à utiliser à bon escient les données disponibles et à choisir des stratégies raisonnables. Au cours des années 80, on a assisté dans la région à des améliorations marquées en ce qui concerne la surveillance de la santé publique, les systèmes de gestion de l'information ainsi que les enquêtes et études spéciales visant à évaluer la condition de l'enfant et à améliorer les systèmes de prestation de services. Dans les domaines où les données influent réellement sur les décisions - principalement celui de la survie de l'enfant -, les programmes d'action nationaux de la région dénotent un plus grand réalisme sur le plan de la description des problèmes, de la quantification des objectifs nationaux et de la sélection des indicateurs de base que sur celui du développement de l'enfant, y compris l'éducation.

94. Il n'est donc pas étonnant que les objectifs relatifs à la survie de l'enfant restent prioritaires dans l'élaboration des programmes d'action nationaux, l'accent étant placé dans les programmes les plus développés sur les objectifs sectoriels tels que l'élimination de la rougeole et l'éradication de la poliomyélite et du tétanos néo-natal. La Tunisie, où comme dans la plupart des pays de la région le programme d'action dénote l'ambition persistante de réduire le taux de mortalité infantile à un niveau inférieur à celui des objectifs mondiaux, reconnaît néanmoins les contraintes qui rendent difficile de maintenir le rythme de régression de ce taux enregistré au cours des années 80. Par ailleurs, Djibouti, le Soudan et le Yémen seront dans l'impossibilité totale d'atteindre les objectifs pour l'an 2000 en ce qui concerne la réduction du taux de mortalité infantile à moins que n'intervienne un renversement spectaculaire des perspectives pour la corne de l'Afrique.

95. Les taux d'alphabétisation des femmes et de scolarisation des filles constituent le plus grave défi qui se pose à la région, mais les programmes d'action nationaux en préparation envisagent d'une manière assez vague l'évaluation de ces taux et les perspectives en la matière. Des efforts massifs seront nécessaires pour atteindre les objectifs fixés en ce qui concerne l'élimination de l'analphabétisme chez les femmes.

96. L'élaboration des programmes d'action nationaux s'effectue selon une diversité d'approches. Si dans la plupart des pays à faible revenu l'on s'entend sur les objectifs à fixer dans les pays de la région du Golfe, où le processus est encore nouveau, certains gouvernements considèrent les objectifs énoncés par le Sommet mondial comme fixés pour les pays peu développés, estimant que ces objectifs ont déjà été atteints dans la région du Golfe. On constate également une certaine réticence dans quelques pays à faire face à des questions délicates allant au-delà de celles qui ont trait à la survie de l'enfant.

97. Parmi les éléments les plus dynamiques du processus d'élaboration des programmes d'action nationaux, il convient de mentionner la participation des ONG, des groupes professionnels, des organismes de recherche et des associations privées. Leur variété reflète la vigueur de la démocratisation



/...

et de la nouvelle énergie politique qui se manifeste en Egypte, en Jordanie et en Tunisie. Le Yémen a la plus forte concentration de participation d'organismes des Nations Unies, d'organismes bilatéraux et de la Banque mondiale. Jusqu'ici, chaque programme d'action national a bénéficié, pour son élaboration, de la participation personnelle du chef de l'Etat ou de ses représentants immédiats. Dans l'ensemble de la région, le processus d'élaboration des programmes d'action a conduit à un réexamen sérieux de la place des enfants dans les plans de développement nationaux en cours d'exécution. Ceci offre une occasion toute particulière de procéder à un examen factuel de quelques questions délicates telles que les inégalités de traitement entre garçons et filles et le sort des enfants vivant dans des conditions particulièrement difficiles.

98. Dans l'ensemble de la région, la capacité des services de planification et de statistique de surveiller la condition des enfants est modeste, voire faible. Qui plus est, ils souffrent d'un désavantage commun à tous les services de ce genre, à savoir qu'ils ne participent pas directement aux programmes en faveur des enfants. Le processus d'élaboration de ces programmes d'action nationaux pourra peut-être les placer dans le courant général suscité par le souci d'un avenir meilleur pour les enfants - où les demandes de tableaux spéciaux concernant les enfants ne seront plus considérées comme juste une autre exigence bureaucratique à satisfaire. Il y a également de bonnes raisons d'espérer que des réseaux de coopération technique pourront être établis pour suivre la situation et renforcer les capacités nationales dans la région. C'est ce qui a déjà été fait avec de bons résultats pour le programme élargi de vaccination, et des modalités visant à renforcer les réseaux créés sont actuellement à l'étude.


99. Des groupements sous-régionaux au Moyen-Orient et en Afrique du Nord tels que le Conseil de coopération du Golfe et l'Union du Maghreb arabe ont établi un précédent à la fin des années 80 en appuyant, à l'échelon interrégional, le suivi de la condition de l'enfant. On trouve dans les programmes d'action nationaux la promesse d'un renforcement et d'un élargissement de ces alliances dans de nouvelles directions - comme par exemple l'engagement pris par le Maroc de détecter les disparités entre les sexes dans tous ses objectifs prioritaires pour les années 90; le relevé effectué par la Tunisie des disparités régionales et des zones de pauvreté; et le fait que le Conseil national soudanais pour les enfants a été chargé d'établir régulièrement, à l'intention du Président, des rapports sur la condition des enfants et des femmes. Des discussions en cours avec le Conseil de coopération du Golfe, il ressort que le suivi constituera l'élément essentiel des programmes d'action du Bahreïn, du Koweït, de l'Oman, du Qatar, de l'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis. On est en train d'envisager, comme instrument de plaidoyer, l'établissement d'un système de suivi conjoint pour tous ces pays.

#### B. Amérique latine et Caraïbes

100. Pour ce qui est de l'élaboration des programmes d'action nationaux, les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont, dans le cadre du suivi du Sommet mondial, battu le record de toutes les régions en 1991. La moitié des



/...

programmes déjà complètement élaborés en mars 1992 dans le monde entier sont à inscrire à l'actif de cette région. Pratiquement tous les pays d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud ont déjà achevé l'élaboration de leurs programmes, mais dans la plupart des pays des Caraïbes les préparatifs sont encore en cours. 

101. Le Mexique a adopté les mesures de suivi les plus systématiques, le Président et son cabinet procédant deux fois par an à l'examen des progrès. Au Venezuela, les gouverneurs des Etats ont pris activement part à l'élaboration des programmes d'action tant à l'échelon national qu'à celui des Etats. Les chefs d'Etat ou de gouvernement des sept pays de l'Amérique centrale, du Panama et du Belize, ont lancé leurs programmes d'action nationaux à Tegucigalpa (Honduras) en décembre 1991, lors d'un sommet spécial consacré au développement humain, aux enfants et à la jeunesse. Outre qu'ils se sont engagés à donner plein effet à leurs programmes respectifs, les dirigeants de ces pays ont décidé de mettre au point un programme régional pour le développement humain afin de s'aider mutuellement et aussi d'examiner chaque année lors d'une réunion au sommet les progrès réalisés.

102. Un certain nombre de facteurs significatifs montrent le niveau élevé d'engagement politique dont font preuve les Etats de la région pour le suivi du Sommet mondial et l'exécution des programmes d'action nationaux. C'est ainsi que l'on trouve des affirmations nettement favorables à l'élaboration de ces programmes dans la Déclaration de Guadalajara adoptée lors du premier Sommet ibéro-américain, dans la Déclaration des présidents du Groupe de Rio et dans des déclarations appuyant les objectifs relatifs aux enfants pour les années 90 approuvés par les parlements des pays des Andes et des Caraïbes. Le fait que les programmes d'action nationaux sont rédigés dans la plupart des pays par des groupes de travail interministériels de haut niveau et sont lancés officiellement par les chefs d'Etat augure bien de leur exécution.

103. On rencontre également dans la région d'excellents exemples de collaboration interinstitutions entre les organismes des Nations Unies et d'autres organismes multilatéraux à l'appui des programmes d'action nationaux. Une déclaration commune a été signée par les chefs de secrétariat du service commun Organisation panaméricaine de la santé/Organisation mondiale de la santé (OPS/OMS), de l'UNICEF, du FNUAP, de la Banque interaméricaine de développement (BID) et de l'Agency for International Development des Etats-Unis (USAID) pour appuyer l'exécution et le suivi des éléments des programmes d'action nationaux de la région qui ont trait à la santé maternelle et infantile (SMI) et à la nutrition. Les directeurs chargés de la SMI dans ces cinq organismes devaient se réunir au Brésil en avril 1992 pour donner suite à cette déclaration. La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes s'associe étroitement à l'UNICEF et à d'autres organismes des Nations Unies pour aider les services de statistique nationaux à mettre au point les enquêtes sur les ménages et les mécanismes de suivi nécessaires. Une réunion s'est tenue sur ce sujet à Santiago (Chili) en mars 1992. L'Unesco et l'UNICEF collaborent à la mise au point d'un bon système de suivi pour l'enseignement primaire et l'alphabétisation, comprenant des indicateurs qui permettent d'enregistrer les abandons scolaires, les cas de répétition de



classe et les disparités entre les sexes au niveau de la scolarisation. L'OPS/OMS est à la tête des efforts visant à aider les services nationaux concernés à développer leur capacité à suivre les progrès réalisés dans la réalisation des objectifs fixés en matière d'alimentation en eau et d'assainissement.

104. On est en train d'étudier de nouvelles modalités pour financer les projets destinés aux groupes les plus vulnérables. Il convient de mentionner à cet égard le financement par la BID d'un programme sous-régional pour les enfants vivant dans des circonstances particulièrement difficiles en Amérique centrale; une étude de faisabilité conjointe Banque mondiale/PNUD/UNICEF en vue de l'octroi par la Banque mondiale d'un prêt important pour le développement du secteur social en Argentine; et une conversion de la dette en mesures pour le développement de l'enfant en cours d'examen en Equateur, au Honduras et en Jamaïque, les fonds étant fournis par le Comité néerlandais pour l'UNICEF.

105. De nombreux gouvernements d'Amérique latine et des Caraïbes considèrent les années 90 comme une décennie au cours de laquelle ils doivent s'acquitter, à l'égard des enfants et des groupes vulnérables, d'une dette sociale découlant de la stagnation des années 80. Il est intéressant de noter qu'ils considèrent leurs programmes d'action nationaux comme leurs plans vedettes en matière de développement humain et social. Outre qu'ils ont promis d'allouer davantage de ressources à l'exécution de leurs programmes d'action respectifs, la plupart des gouvernements qui ont créé des fonds d'urgence spéciaux pour le développement social se proposent d'y avoir recours pour financer des éléments prioritaires de ces programmes.

### C. Asie

106. Dans nombre de pays asiatiques, les programmes d'action nationaux sont élaborés en même temps que les prochains plans de développement nationaux auxquels ils sont incorporés. C'est ainsi que le programme d'action national fera partie intégrante du quatrième plan quinquennal du Bangladesh, du septième plan quinquennal du Bhoutan, du plan perspectif décennal de la Chine, du huitième plan de développement national de l'Inde, du sixième plan de développement (REPELITA VI) de l'Indonésie et du plan triennal des Maldives. En ce qui concerne le Pakistan, le programme d'action national est perçu comme un volet essentiel du programme d'action sociale qui est élaboré actuellement en collaboration avec le PNUD, la Banque mondiale et l'UNICEF et qui devra constituer un axe important du huitième plan quinquennal de ce pays. De même, au Népal, le programme d'action national est élaboré en même temps que le huitième plan de développement quinquennal, étant perçu comme la principale initiative en matière de développement social du gouvernement démocratique nouvellement élu.

107. Dans nombre de pays asiatiques, la tendance est à l'ouverture de l'économie et à la réduction de la gestion directe par l'Etat des activités économiques. En dépit de leur croissance économique globale, certains de ces pays sont gravement préoccupés par le déséquilibre des finances publiques et



des échanges commerciaux, ainsi que par l'inflation. En raison des circonstances qui commencent ainsi à se manifester, la réalisation des objectifs fixés pour les enfants, qui concernent les couches les plus vulnérables de la société, demande des méthodes autres que les méthodes classiques qui pourraient, à la longue, s'avérer impossibles à appliquer. A cet égard, les programmes d'action nationaux offrent l'avantage de permettre l'application de stratégies nouvelles.

108. Le processus d'élaboration des programmes d'action nationaux revêt un caractère plus participatif que les activités analogues entreprises à d'autres occasions, du fait que les groupes professionnels et les organisations bénévoles en constituent un des éléments moteurs. Dans les pays d'Asie orientale, où l'économie se caractérise par son dynamisme, les gouvernements comptent sur le secteur privé pour les aider à développer les services sociaux de base afin de contribuer à la réalisation des objectifs du Sommet. Par contre, dans les pays à faible revenu de la péninsule indochinoise et de l'Asie méridionale, il leur faudra un soutien international important pour réaliser leurs programmes d'action respectifs. Les documents pertinents présentent ces besoins en termes indicatifs et de façon plus ou moins détaillée.

109. En Asie orientale, les engagements pris par les présidents et premiers ministres au cours du Sommet mondial ont été renouvelés et renforcés lors de cérémonies publiques de haut niveau qui ont eu lieu par la suite. Le Premier Ministre chinois a signé la Déclaration et le Plan d'action du Sommet devant le grand public et des personnalités étrangères en présence d'enfants chinois. Des cérémonies similaires ont été organisées par les gouvernements des pays suivants : Indonésie, République démocratique populaire lao, Malaisie, Mongolie, Philippines, Thaïlande et Viet Nam. Il s'agissait là d'occasions particulièrement importantes pour susciter l'engagement au niveau national et le soutien du public en faveur du suivi du Sommet. Les consultations ministérielles sur les programmes d'action nationaux qui ont eu lieu à Bangkok, en juillet 1991, ont permis d'analyser la situation initiale dans les pays d'Asie orientale et du Pacifique et d'établir des plans de travail provisoires pour l'élaboration des programmes d'action nationaux. Des réunions ont également eu lieu à l'échelon national à l'intention de juristes, de hautes personnalités du gouvernement, de responsables d'ONG et de notabilités en Chine, en Indonésie, au Myanmar, aux Philippines, en Thaïlande et au Viet Nam afin d'étudier les moyens permettant d'appliquer la Convention relative aux droits de l'enfant dans le cadre des objectifs du Sommet mondial pour les enfants.

110. Au niveau politique, le suivi du Sommet mondial bénéficie d'un soutien particulièrement important en Asie méridionale. Au cours d'une réunion tenue à Malé (Maldives) en novembre 1990, soit peu de temps après le Sommet, les responsables de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR) ont souscrit aux objectifs du Sommet mondial et lancé une initiative régionale en faveur des programmes d'action nationaux. Reconnaissant que, pour progresser vers la réalisation des objectifs, il fallait d'abord faire évoluer la condition des petites filles, ils ont proclamé les années 90 Décennie ASACR

des petites filles. Au cours d'une réunion au sommet tenue en décembre 1991 à Colombo (Sri Lanka), les responsables de l'ASACR ont souscrit à un programme d'action pour cette décennie et souligné qu'il était de la plus haute importance pour l'Asie méridionale de réaliser l'objectif consistant à assurer l'éducation de base pour tous. Des experts en provenance des sept pays de l'ASACR se consultent actuellement pour affiner les stratégies permettant d'atteindre chacun de ces objectifs. Les conclusions de ces consultations constitueront une contribution à la deuxième conférence de l'Association consacrée aux enfants de l'Asie méridionale, qui aura lieu à Colombo vers la mi-septembre 1992. Le rapport sur les travaux de cette conférence sera soumis au septième Sommet de l'ASACR qui aura lieu fin novembre 1992 à Dhaka (Bangladesh).

111. Le suivi du Sommet mondial pour les enfants constitue l'une des rares questions "non économiques" qui ont été étudiées en janvier 1992 à Singapour, lors de la réunion au sommet de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE). A cette occasion, les dirigeants des pays de l'ANASE ont réaffirmé l'importance qu'ils attachent au suivi du Sommet mondial en appliquant leurs programmes d'action nationaux respectifs.

112. La collaboration interorganisations pour surveiller conjointement la réalisation des objectifs de la Décennie fait l'objet d'un vaste projet dans la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP). Les objectifs en matière d'éducation qui revêtent une importance particulière dans les pays asiatiques ont fait l'objet de nombreuses réunions régionales regroupant la Banque asiatique de développement, la CESAP, l'Unesco, l'UNICEF, le PNUD et la Banque mondiale, ainsi que des hauts fonctionnaires des ministères de l'éducation de tous les pays concernés.

113. Ces objectifs ne sont pas en général nouveaux pour les pays d'Asie qui souvent disposent d'atouts importants pour ce qui est des infrastructures de prestation de services, des compétences professionnelles et des progrès enregistrés dans le passé. La nouveauté, c'est qu'il devient urgent au plan sociopolitique d'accélérer le rythme des réalisations découlant de la collaboration gouvernement/collectivité grâce à l'intervention et à l'appui de groupes professionnels et bénévoles en utilisant divers modes et moyens de communication sociale et en assurant la promotion d'activités communautaires.

#### D. Afrique subsaharienne

114. La grave crise économique que l'Afrique a traversée durant les années 80 s'est poursuivie au début des années 90, ce qui rend la réalisation du Plan d'action du Sommet mondial pour les enfants encore plus difficile pour les pays africains. Les ressources nationales et communautaires destinées à répondre aux besoins minimaux de survie et de développement des enfants sont limitées par le faible taux de croissance économique et la diminution des transferts de ressources vers l'Afrique. Les perspectives économiques restent sombres pour autant qu'on puisse le prévoir, il est essentiel qu'en Afrique les familles, les collectivités et les gouvernements prennent d'urgence les mesures nécessaires à la promotion du bien-être des enfants afin d'assurer leur prospérité future.



/...

115. En dépit des difficultés économiques, les pays africains ont pris une série de mesures aux échelons national et international pour appliquer les recommandations du Sommet mondial pour les enfants. A l'échelon national, ces mesures comprennent notamment la popularisation de la Déclaration du Sommet mondial et l'organisation de débats nationaux sur l'avenir des enfants. En Afrique, de nombreux pays passant actuellement par un processus de transition politique, qui pourrait se traduire par de nouvelles formes d'organisation sociale et politique, c'est l'occasion d'inscrire à l'ordre du jour des programmes nationaux les questions liées aux enfants. Dans les pays où des instances nouvelles et novatrices (par exemple des conférences nationales) ont été créées pour étudier les politiques et les priorités nationales, les questions liées aux enfants sont à l'ordre du jour et font l'objet de discussions. Il est à espérer que les nouvelles structures et politiques qui se dessinent prendront en charge les problèmes des enfants. Cependant, l'évolution politique, encore en cours dans plusieurs pays, n'a pas permis de définir une politique gouvernementale précise à court terme étant donné qu'il est difficile pour des pays en transition politique de traduire tout de suite des politiques en gestation en stratégies opérationnelles et en programmes spécifiques. Dans d'autres pays, notamment dans la corne de l'Afrique et en Afrique australe, la poursuite des troubles intérieurs et les risques de famine liés à la sécheresse ont limité la capacité des dirigeants de prendre en main les problèmes de développement à long terme. C'est dans ce contexte que nombre de pays africains élaborent leurs programmes d'action nationaux. Alors qu'au début de 1992 cinq pays seulement avaient adopté un programme d'action national, la quasi-totalité des pays d'Afrique subsaharienne avaient commencé le processus d'élaboration, qui dans la majorité des cas devrait être achevé avant la fin de 1992.

116. En dépit des retards enregistrés dans l'achèvement de l'élaboration des programmes d'action nationaux, les pays de toute la région ont bien à coeur d'assurer le suivi du Sommet mondial. A la vingt-septième Réunion au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, tenue à Abuja (Nigéria) en juin 1992, les dirigeants africains ont à nouveau affirmé qu'ils étaient résolus à appliquer la Déclaration et le Plan d'action du Sommet mondial pour les enfants. Dans une résolution relative à la Décennie de l'enfant africain adoptée à cette réunion, qui regroupait un nombre sans précédent de dirigeants africains, il a été demandé aux différents pays d'achever dès que possible l'élaboration de leur programme d'action national. Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA ont également décidé de convoquer, en 1992, une conférence internationale de donateurs sur l'assistance aux enfants africains en raison de la prolongation de la crise économique et sociale qui frappe le continent et, partant, de la nécessité particulièrement urgente d'une assistance additionnelle pour réaliser les objectifs du Sommet.

117. En de nombreuses occasions, les dirigeants africains ont réaffirmé qu'ils avaient bien à coeur d'assurer le suivi du Sommet mondial. A plusieurs reprises, ils ont évoqué la priorité qu'ils accordaient à l'amélioration de la condition de l'enfant africain, notamment dans les déclarations adoptées au Sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement du Commonwealth, tenu à Harare (Zimbabwe) en octobre 1991; au Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des



/...

pays ayant en commun l'usage du français, tenu à Paris en novembre 1991; et au Sommet de l'Organisation de la Conférence islamique, tenu à Dakar (Sénégal) en décembre 1991. A chacune de ces réunions de haut niveau, les participants ont, dans leurs déclarations, appelé tous les pays et la communauté internationale à "tenir la promesse" faite au Sommet mondial pour les enfants.

118. Les programmes nationaux déjà complètement élaborés en Afrique subsaharienne (Burkina Faso, République centrafricaine, Mali, Namibie et Sénégal) et ceux qui sont près de l'être (Bénin, Ghana, Guinée, Kenya, Rwanda et Zimbabwe) partagent un certain nombre d'orientations stratégiques, en particulier leur façon d'aborder les problèmes et les besoins prioritaires des enfants et des femmes par des interventions intersectorielles. On y trouve en outre souvent les trois principes opérationnels suivants : a) des approches participatives à l'échelon de la collectivité, l'accent étant mis sur la participation des ménages et des collectivités et la mise à la disposition des couches pauvres de certains moyens d'action se traduisant par une plus grande autonomie; b) une décentralisation aux échelons régional, local et communautaire en renforçant les mécanismes de coopération intersectorielle à tous les niveaux; et c) la mise en place de capacités nationales appropriées de planification, d'exécution, de suivi et d'évaluation des programmes pour les enfants et les femmes.

119. En Namibie, le programme d'action national a permis d'étudier s'il y avait lieu de redéployer les organismes publics afin de mieux contribuer à réduire les disparités socio-économiques, alors qu'en Guinée l'accent a été mis sur une stratégie visant à assurer la survie, la santé et la protection de l'enfant surtout par des interventions peu coûteuses à l'échelon de la collectivité. Au Tchad, l'élaboration du programme d'action national a permis de plaider la cause des enfants auprès des militaires; le Ministère de la défense, à la demande du chef de l'Etat, a demandé à l'UNICEF de l'aider à organiser et coordonner la démobilisation de plus de 600 enfants âgés de 8 à 16 ans qui avaient été enrôlés dans des unités de l'armée disséminées dans tout le pays. A Madagascar, un effort important a été fait pour intégrer le programme d'action en matière d'environnement dans le programme d'action national pour les enfants. En résumé, une campagne en faveur d'investissements plus importants dans les domaines prioritaires du développement humain grâce à une restructuration et à l'allocation de ressources additionnelles a eu lieu parallèlement à l'élaboration des programmes d'action nationaux.

120. L'élaboration en cours dans la plupart des pays africains entraîne non seulement une participation des ministères à un haut niveau mais également la participation active d'un bon nombre d'ONG, de groupes de défense des droits de l'homme et de groupes religieux. Du fait que, selon les projections pour l'avenir prévisible, les perspectives économiques restent sombres, l'investissement dans le bien-être des enfants est un "filet de sécurité" essentiel que les familles, les collectivités et les gouvernements doivent mettre en place en Afrique afin d'assurer leur prospérité future. Il faudra que la communauté internationale complète les efforts faits par les gouvernements et les peuples africains pour éviter à l'Afrique de perdre une autre décennie du développement.



/...

#### E. Pays industrialisés

121. Le rôle des nations industrialisées dans la suite donnée au Sommet mondial pour les enfants est au moins double : a) élaborer un programme d'action national pour contribuer à la réalisation des objectifs et à la mise en oeuvre des stratégies du Sommet tels qu'ils s'appliquent aux enfants de ces pays; et b) veiller à ce que leur aide publique au développement (APD) soit allouée en toute priorité aux programmes visant à atteindre les objectifs relatifs à la survie, à la protection et au développement des enfants dans les pays en développement. Dans bon nombre de pays industrialisés, la ratification et l'application rapides de la Convention relative aux droits de l'enfant ont également été considérées comme une façon de donner suite au Sommet mondial pour les enfants.

122. A la fin du mois de mars 1992, cinq pays industrialisés - le Danemark, la Finlande, le Japon, le Royaume-Uni et la Suède - de même que le Saint-Siège, avaient établi leur programme d'action national. Selon les informations fournies à l'UNICEF, neuf autres pays, dont l'Allemagne, l'Australie, la Belgique, le Canada, les Etats-Unis et les Pays-Bas, mettaient la dernière main à leurs programmes, tandis qu'un grand nombre d'autres pays industrialisés n'avaient toujours pris aucune disposition à cet effet. Si au nombre de ces derniers figurent des pays d'Europe centrale et orientale ainsi que l'ancienne Union soviétique qui sont tous en train d'opérer une difficile transition, c'est avec préoccupation qu'on constate que plusieurs pays européens dont le chef d'Etat ou de gouvernement a assisté au Sommet mondial ou a ultérieurement signé la Déclaration issue du Sommet n'ont toujours pas ébauché leur programme d'action national.

123. Les programmes d'action nationaux achevés et ceux en cours d'élaboration au sujet desquels l'UNICEF dispose de suffisamment d'informations traitent tous à la fois de l'action nationale et de la coopération internationale.

124. Sur le plan intérieur, la plupart des pays industrialisés signalent les progrès déjà accomplis en faveur des enfants dans leurs sociétés, le fait que de nombreux objectifs du Sommet mondial sont déjà atteints pour ce qui est de la grande majorité de leurs enfants et la nécessité de protéger et de renforcer ces acquis. Ils reconnaissent néanmoins qu'il existe encore en leur sein des catégories moins favorisées et qu'à maints égards il y a encore lieu d'améliorer la situation. Ainsi le Japon précise dans son programme d'action national que des progrès sont encore nécessaires pour ce qui est du rôle et de la condition de la femme dans la société japonaise. Dans son programme, le Royaume-Uni évoque la nécessité de réduire les disparités entre divers groupes géographiques, ethniques ou sexuels que les moyennes nationales risquent de masquer, et le programme d'action national suédois recense un certain nombre de groupes d'enfants à problèmes : les enfants handicapés, les enfants d'immigrants et de réfugiés, les enfants maltraités, les adolescents toxicomanes et alcooliques, et les adolescents délinquants. Dans la formulation de son programme d'action national, l'Australie s'attache tout particulièrement à dispenser à sa communauté aborigène des services qui correspondent à chacun des objectifs clefs du plan d'action du Sommet.



/...

125. Dans leur programme d'action national, le Danemark, la Finlande et le Japon évoquent la nécessité de prodiguer les meilleurs soins possible aux enfants dans un environnement familial et communautaire en rapide évolution. Dans son programme d'action national, la Finlande s'engage à ce que d'ici à 1995, tous les enfants d'âge préscolaire puissent se prévaloir du droit à une place dans une crèche. Dans le plan d'action national suédois, un train de mesures spécifiques est prévu dans les domaines suivants : la nutrition, les femmes/la planification de la famille/la santé maternelle, la famille, l'éducation de base et l'alphabétisation, les enfants vivant dans des conditions particulièrement difficiles et les enfants et l'environnement. Le programme suédois a pour objectif majeur de créer un environnement favorable dans lequel chacun pourra jouir des droits énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant. Le document établi par le Saint-Siège signale que pour assurer le développement complet et intégral de l'enfant, il faut non seulement satisfaire ses besoins physiques et sociaux fondamentaux mais encore répondre aux exigences de son bien-être moral et spirituel. Avant même d'avoir terminé son programme d'action national, le Canada a pris un certain nombre de mesures comme suite au Sommet, dont l'introduction dans son code pénal de modifications concernant la répression des mauvais traitements infligés aux enfants. A la suite du Sommet, on a créé au sein du Ministère de la santé nationale et du bien-être social du Canada un bureau de l'enfance ayant spécifiquement pour mission de coordonner les initiatives prises par le Gouvernement fédéral comme suite au Sommet, notamment l'élaboration du programme d'action national du Canada. Aux Etats-Unis, les deux grands partis, le pouvoir exécutif et le Congrès, sont nettement en faveur des programmes relatifs à la survie et au développement de l'enfant comme le prouve l'augmentation des fonds alloués à des programmes tels que Head Start et Women and Infant Children ainsi que diverses mesures définies dans une résolution du Congrès intitulée "The World Summit for Children Implementation Act of 1991" (Loi de 1991 sur la suite à donner au Sommet mondial pour les enfants).

126. De façon générale, les parties des programmes d'action nationaux des pays industrialisés consacrées à la coopération internationale comportent un examen de l'APD actuellement consentie ainsi que des priorités retenues à cette fin. Il est ainsi précisé dans le programme d'action national de la Finlande que la coopération bilatérale finlandaise en matière de développement porte plus particulièrement sur l'enseignement, la formation, les services de santé publique, notamment les services de soins de santé primaires, les questions de population et de planification de la famille, et l'approvisionnement en eau et l'assainissement, et qu'on s'efforcera d'affecter davantage de ressources aux programmes de développement propres à améliorer les conditions générales de vie des enfants. Dans son programme d'action national, le Japon indique qu'il alloue actuellement environ 8,8 % de son APD aux secteurs de l'éducation, de la santé et de la population, et que des efforts seront faits pour accroître cette assistance en insistant notamment sur l'aide sous forme de dons et sur la coopération technique. Pour ce faire, le Japon s'emploiera activement à mettre en place des projets, dans le domaine des soins de santé primaires et dans celui de l'enseignement primaire et de l'éducation de base, qui tiennent pleinement compte des programmes d'action nationaux des pays en développement



afin d'accorder la priorité à l'aide visant à améliorer la situation des femmes et des enfants. Dans son programme d'action national, la Suède fait remarquer qu'elle consacre environ 1 % de son produit national brut à l'aide publique au développement et indique que ces fonds seront de plus en plus alloués au financement d'activités en faveur des enfants, que ce soit directement dans le cadre de l'aide bilatérale ou par l'intermédiaire d'organismes multilatéraux et d'ONG auxquels la Suède verse des contributions. Au nombre des objectifs prioritaires figurent l'accès aux services sur un pied d'égalité, l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant, un enseignement de qualité, la prise de conscience des problèmes écologiques et une aide accrue aux groupes vulnérables tels que les enfants handicapés, les enfants d'immigrants et de réfugiés et les enfants maltraités. Dans son programme d'action national, le Royaume-Uni déclare que son programme d'aide a notamment pour objectif fondamental de promouvoir le développement humain, notamment grâce à l'amélioration de l'éducation et de la santé et au financement de programmes permettant aux femmes de régler la procréation selon leurs désirs. Le Royaume-Uni fait valoir qu'il contribue à donner suite au Sommet à la fois en favorisant l'instauration d'un climat propice à la réalisation des buts et objectifs du Sommet (par exemple en concentrant son aide sur les pays les plus pauvres et en appuyant les initiatives multilatérales concernant l'atténuation de la pauvreté, l'allègement de la dette, les programmes d'ajustement et la bonne gestion des affaires publiques et en accordant une aide sous forme de projets spécifiques et de coopération technique.

127. Dans leur programme d'action national, la plupart des pays industrialisés tendent à s'attacher davantage à décrire leurs programmes d'aide actuels plutôt qu'à indiquer des plans ou tendances pour l'avenir. Il faut espérer que ces programmes, une fois revus et corrigés, seront davantage orientés vers l'avenir et prévoiront comme il convient les moyens de faciliter le suivi des engagements pris par chaque pays eu égard aux objectifs du Sommet.

128. Certains rapports sur des programmes d'action nationaux encore en cours d'élaboration fournissent aussi des renseignements sur la coopération internationale. Le programme d'action national de l'Australie comprendra un réexamen du budget australien d'aide au développement. L'Australian International Development Assistance Bureau (Bureau australien d'aide au développement international) examine actuellement diverses initiatives en vue de leur éventuelle inclusion dans le programme d'action national. L'Agence canadienne de développement international (ACDI) a revu la répartition de l'APD consentie par le Canada dans un sens favorable à la réalisation des objectifs du Sommet. L'ACDI a cofinancé une importante conférence internationale sur les oligo-éléments qui a eu lieu en octobre 1991 à Montréal et a alloué des ressources supplémentaires à des programmes de lutte contre les carences en vitamine A et en iode. Elle a également renforcé sa contribution au financement des activités menées par les ONG pour promouvoir le bien-être des enfants se trouvant dans des situations particulièrement difficiles. Le Canada continue de prêter un important concours aux programmes d'immunisation des enfants et a fourni à l'OMS et à l'UNICEF des fonds supplémentaires à la suite du Sommet mondial. En Norvège, le Ministre des



/...

affaires étrangères procède à un réexamen qui devrait déboucher sur l'affectation d'une proportion accrue de l'APD norvégienne à des programmes en faveur des enfants. Comme conséquence directe du Sommet, la Norvège a accru son APD et a notamment augmenté ses contributions à la masse commune des ressources de l'UNICEF et renforcé sa participation aux programmes de lutte contre les maladies diarrhéiques de l'OMS. Le Congrès des Etats-Unis a approuvé un certain nombre de mesures dont l'augmentation des crédits alloués au Child Survival Fund (Fonds pour la survie des enfants) géré par USAID ainsi que de la contribution des Etats-Unis à l'UNICEF. Comme suite aux engagements pris par les Etats-Unis à l'occasion du Sommet mondial, le Secretary of Health and Human Services et l'Administrateur de USAID se sont rendus en Afrique en 1991 et ont pris des dispositions pour renforcer l'appui des Etats-Unis à la lutte contre le SIDA et promouvoir d'autres services de soins de santé primaires dans la région.

129. Au moment du Sommet mondial, l'UNICEF avait estimé que les pays en développement auraient besoin d'environ 20 milliards de dollars supplémentaires par an pour atteindre les objectifs approuvés par le Sommet. Sur ce montant, environ les deux tiers devaient être fournis par les pays en développement eux-mêmes grâce à un réajustement de leurs propres budgets et priorités, et le tiers restant, soit 6 à 7 milliards de dollars, devait provenir d'une aide extérieure supplémentaire. S'agissant du complément d'aide extérieure nécessaire, la proportion devait varier entre moins d'un quart pour les pays d'Asie orientale, d'Amérique latine et des Caraïbes ainsi que du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, entre un tiers et la moitié pour les pays d'Asie du Sud, et jusqu'aux deux tiers pour les pays les moins avancés de l'Afrique subsaharienne. Au total, l'aide supplémentaire nécessaire est estimée à environ 10 % des budgets actuels d'APD et pourrait provenir d'une augmentation nette de l'aide conjuguée à une réaffectation de l'APD prélevée sur d'autres secteurs. L'affectation d'une petite partie des "dividendes de paix" et des mesures d'allégement de la dette sont considérées comme d'autres sources de financement possibles.

130. Au mois de mars 1992, l'UNICEF n'avait pas reçu suffisamment de programmes d'action nationaux détaillant les coûts estimatifs et indiquant les éventuelles sources de financement pour être à même de juger si les prévisions de dépenses initiales étaient à peu près justes. Toutefois, les analyses coûts/avantages des investissements en faveur du développement des enfants dans le monde entier continuent de faire apparaître à l'évidence un "taux de rendement" bien supérieur à celui des investissements réalisés dans d'autres secteurs. On peut donc s'attendre à ce que les programmes d'aide au développement des pays donateurs fassent une large place dans les années 90 à la fourniture de moyens de financement supplémentaires pour des activités visant à atteindre les objectifs du Sommet.

131. Pour ce qui est du suivi, il convient de noter que dans son programme d'action national, le Japon prévoit de procéder à un examen périodique des actions menées à l'échelon national et s'engage à recueillir en temps opportun auprès de l'UNICEF des informations sur les enfants des pays en développement pour veiller à ce qu'il en soit tenu compte dans ses activités de coopération



/...

internationale en la matière. Dans son programme d'action national, la Finlande évoque la nécessité d'une évaluation du respect dans la vie quotidienne des obligations découlant de la Convention relative aux droits de l'enfant, et note qu'il faudrait formuler de nouveaux indicateurs et paramètres, qui permettent notamment de tenir compte de l'opinion des enfants eux-mêmes. En 1991, la Chambre des communes du Canada a adopté une motion multipartite demandant au Gouvernement de faire rapport au Parlement une fois par an sur l'application aux niveaux national, régional et international du Plan d'action du Sommet et de la Convention relative aux droits de l'enfant. L'Australie a l'intention de publier une fois tous les cinq ans un rapport sur la situation des enfants dans le pays.

## VI. DISPOSITIONS PRISES PAR LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE

### A. Le système des Nations Unies

132. La genèse du Sommet mondial pour les enfants et les nombreuses activités consécutives fournissent un bon exemple de collaboration interinstitutions au sein du système des Nations Unies, en particulier entre les institutions spécialisées et les organismes de financement pertinents, qui est appelée, du moins on l'espère, à se généraliser. Pour l'élaboration de la Déclaration publiée à l'issue du Sommet, les organismes et institutions ont fait connaître leurs vues et fait part de leur expérience. Cette collaboration a nettement laissé sa marque sur la Déclaration et le Plan d'action puisque la plupart des objectifs fixés lors du Sommet sont repris des déclarations antérieures de l'Assemblée mondiale de la santé et de la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous ainsi que des déclarations de politique générale de l'UNICEF, du PNUD, du FNUAP, du HCR, de la FAO, de l'OIT, de la Banque mondiale et autres organismes. Des représentants de bon nombre d'organismes des Nations Unies ont pris part au Sommet lui-même, notamment les chefs de secrétariat de l'UNICEF, du PNUD, du FNUAP, de l'OMS et de l'Unesco, le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale et, bien entendu, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

133. Depuis le Sommet mondial, la participation des organismes des Nations Unies à la mise en oeuvre du Plan d'action a été appréciable, encore qu'inégale à deux titres : certains se sont engagés plus fortement que d'autres et les activités consécutives au Sommet menées par l'ensemble du système des Nations Unies ont pris une plus grande ampleur dans certains pays que dans d'autres. Les gouvernements autant que les organismes des Nations Unies ont parfois eu tendance à considérer que le Sommet était avant tout l'affaire de l'UNICEF et à attendre de ce dernier qu'il se charge de l'essentiel des activités consécutives du système. L'UNICEF, tout en jouant son rôle, a dû, à maintes reprises, mettre les points sur les "i".

134. A cet égard, il convient de souligner avec la plus grande insistance que les objectifs et les stratégies du Sommet mondial pour les enfants correspondent étroitement au consensus de plus en plus large qui s'est récemment dégagé au sein de la communauté internationale au sujet de l'importance du développement humain dont la Stratégie internationale du



/...

développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement s'est fait l'écho. En fait, les objectifs du Sommet sont directement issus des débats et des décisions intervenus à l'Assemblée générale, au Conseil économique et social, à la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés ainsi que des délibérations des organes directeurs des organismes pertinents des Nations Unies. Ces buts et stratégies traduisent également en des termes très précis et mesurables les priorités énoncées dans le rapport du PNUD de 1991 sur le développement humain et dans les rapports de la Banque mondiale de 1990 et 1991 sur le développement mondial qui ont conclu que l'atténuation de la pauvreté et l'investissement dans les ressources humaines étaient des stratégies clefs du développement socio-économique.

135. Dans la Déclaration et le Plan d'action du Sommet mondial pour les enfants le rôle important du système des Nations Unies a été reconnu et celui-ci a été spécifiquement prié de collaborer pleinement à la réalisation des buts et objectifs du Sommet mondial. En réponse à cette demande, l'Assemblée générale, dans sa résolution 45/217 du 21 décembre 1990, a exhorté tous les organes, organisations et organismes compétents des Nations Unies à tenir compte, dans l'exécution de leurs programmes, des objectifs, stratégies et recommandations de la Déclaration mondiale et du Plan d'action et a invité les organes directeurs compétents à envisager, chacun en ce qui le concerne, l'adoption de mesures spécifiques destinées à répondre aux besoins particuliers des enfants, compte tenu de la Déclaration mondiale et du Plan d'action.

136. Suite à la résolution susmentionnée de l'Assemblée générale et au paragraphe 35 du Plan d'action du Sommet mondial, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a écrit aux chefs de secrétariat de tous les organismes pertinents des Nations Unies ainsi qu'aux institutions financières internationales, pour appeler leur attention sur la Déclaration du Sommet et sur le fait que celle-ci demande leur appui. En réponse, les organismes ont indiqué au Secrétaire général ce qu'ils comptaient faire pour que leurs programmes en cours contribuent davantage à la réalisation des objectifs du Sommet mondial ainsi que pour renforcer leur assistance financière et technique dans les domaines des soins de santé primaires et de l'enseignement primaire et dans d'autres domaines intéressant le bien-être des enfants, en particulier dans les pays en développement.

137. Par la suite, le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale a écrit à tous les coordonnateurs résidents des Nations Unies pour leur demander de convoquer des réunions de tous les représentants des divers organismes des Nations Unies dans chaque pays et d'examiner avec eux quelle serait la meilleure façon pour les organismes d'aider, tant collectivement qu'individuellement, les gouvernements dans les efforts qu'ils déploient pour parvenir aux buts et objectifs du Sommet mondial. Des rapports émanant des bureaux extérieurs indiquent que de telles consultations ont eu lieu dans bon nombre de pays en développement.



138. La collaboration interinstitutions, pour contribuer au respect des engagements pris lors du Sommet mondial pour les enfants, a fait l'objet de consultations d'ordre général entre les chefs de secrétariat et d'échanges de vues d'ordre technique au sein du Comité administratif de coordination (CAC), de ses sous-comités et groupes de travail, au Comité consultatif pour les questions de fond (activités opérationnelles), ainsi que dans le cadre du Groupe consultatif mixte des politiques et de ses divers sous-groupes.

139. Etant donné qu'un si grand nombre des objectifs du Sommet mondial ont déjà été adoptés par l'Assemblée mondiale de la santé dans le contexte de la Santé pour tous d'ici à l'an 2000, cette organisation a été au premier plan dans les activités de suivi liées au secteur sanitaire. En mai 1991, l'Assemblée mondiale de la santé a adopté une résolution intitulée "Sommet mondial pour l'enfance : suivi" (WHA 44.33), par laquelle elle a accueilli avec satisfaction et appuyé pleinement la Déclaration et le Plan d'action et reconnu qu'il était indispensable d'atteindre les objectifs pour les années 90 fixés par le Sommet en ce qui concerne les enfants et le développement si l'on voulait parvenir à l'objectif global de la santé pour tous d'ici à l'an 2000. La résolution WHA 44.33 invitait tous les Etats membres de l'OMS à accorder la priorité politique et économique nécessaire pour donner effet aux engagements énoncés dans la Déclaration et le Plan d'action, et priait le Directeur général de l'OMS, en coopération étroite avec l'UNICEF et les autres organismes intéressés, d'appliquer les mesures présentées dans son rapport et de suivre les résultats obtenus dans le domaine de la santé de l'enfant dans tous les pays. L'OMS et l'UNICEF coordonnent les activités consécutives au Sommet à de nombreux échelons du secrétariat ainsi qu'au niveau de leurs organes directeurs par le biais du mécanisme du Comité mixte des directives sanitaires.

140. L'Unesco s'est félicitée du Sommet mondial pour les enfants dans la mesure où il a renforcé encore davantage l'élan en faveur de l'éducation de base amorcé par la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous de Jomtien. Des consultations approfondies ont eu lieu entre l'Unesco, le PNUD, l'UNICEF, la Banque mondiale et les quatre co-organisateurs de la Conférence de Jomtien au sujet de la formulation d'une stratégie opérationnelle visant à promouvoir l'éducation de base et l'alphabétisation ainsi qu'à mobiliser les ressources organisationnelles et financières nécessaires à cet effet. La coopération entre les organes directeurs de l'UNICEF et de l'Unesco en ce qui concerne le suivi du Sommet a été institutionnalisée dans le cadre du Comité mixte sur l'éducation. L'Unesco et l'UNICEF lancent actuellement une initiative conjointe axée sur les neuf plus grands pays en développement, où vivent 75 % de la population analphabète du monde, initiative à laquelle d'autres organismes sont invités à participer.

141. Le FNUAP a également attaché une très grande importance à la Déclaration et au Plan d'action adoptés lors du Sommet mondial, qui complètent et renforcent la Déclaration d'Amsterdam : Une vie meilleure pour les générations futures. L'accent qu'il met sur la santé maternelle et infantile et la planification familiale explique que la plupart des dispositions du Plan d'action l'intéressent directement. Les trois principales organisations



/...

multilatérales concernées par la protection maternelle et infantile - l'OMS, l'UNICEF et le FNUAP - se sont fixé des buts communs faisant écho aux objectifs du Sommet et ont diffusé des directives communes à leurs bureaux extérieurs pour améliorer leur collaboration.

142. Consécutivement au Sommet, l'OIT a lancé, avec le concours financier du Gouvernement allemand, un "Programme international pour l'élimination du travail des enfants". Ce programme développera et appuiera la lutte contre le travail des enfants aux divers échelons, communautaire, national, régional et international.

143. La FAO s'est engagée dans son plan à moyen terme à prendre en compte la Déclaration et le Plan d'action adoptés par le Sommet mondial. L'UNICEF participe aux préparatifs de la conférence internationale sur la nutrition, convoquée pour décembre 1992 par la FAO et l'OMS, qui devrait être déterminante pour la promotion des buts fixés par le Sommet mondial en matière de nutrition.

144. Dans ses opérations d'urgence comme dans ses programmes de développement, le PAM concourt directement aux objectifs et buts du Sommet mondial. Faisant écho aux vœux exprimés lors du Sommet, le Conseil mondial de l'alimentation a proposé un accord international en vue de garantir le transport de l'aide alimentaire d'urgence aux personnes touchées par les affrontements civils, la guerre ou les catastrophes naturelles.

145. Les programmes financés par le FIDA sont spécifiquement axés sur la promotion des femmes rurales pauvres. Le Fonds vise à améliorer la situation économique des petits agriculteurs, en particulier les femmes, dont la valorisation est une condition essentielle de la réalisation des objectifs du Sommet pour les enfants. En février 1992, il a participé à l'organisation d'une réunion des épouses de chefs d'Etat sur la promotion économique des femmes rurales. Cette réunion était considérée comme venant compléter et appuyer le Sommet mondial pour les enfants.

146. Le HCR est de longue date attaché aux principes énoncés au Sommet mondial. Ces principes sous-tendent les orientations et programmes qu'il met en oeuvre pour aider et protéger les enfants réfugiés et promouvoir leurs besoins de développement. Son Groupe de travail sur les enfants réfugiés a organisé une vaste consultation au Malawi en mars 1991 pour évaluer l'impact et l'efficacité de ses directives en matière d'assistance aux jeunes réfugiés. D'autres consultations régionales sont prévues ainsi que la nomination d'un coordonnateur pour les enfants réfugiés chargé d'assurer la coordination des prestations, en étroite coopération avec le Coordonnateur principal pour les femmes réfugiées.

147. Dans de nombreux pays, le PNUD a activement aidé à organiser la fourniture d'un appui interinstitutions aux gouvernements pour l'élaboration des programmes d'action nationaux et d'autres programmes sectoriels devant contribuer à la réalisation des objectifs et stratégies du Sommet mondial pour les enfants. Le PNUD, l'UNICEF et l'Office des Nations Unies à Vienne ont



conjointement envoyé un certain nombre de missions pour conseiller et aider les gouvernements dans l'élaboration de stratégies et plans en matière de développement humain. Etant donné la synergie de l'initiative du PNUD en matière de développement humain et des objectifs et stratégies du Sommet mondial, ces missions ont été très utiles pour la formulation des plans d'action nationaux. Ainsi, les plans du Pakistan et du Ghana sont un produit de l'action conjuguée du PNUD en matière de développement humain, de l'UNICEF en matière d'appui aux programmes de pays et de la Banque mondiale en matière d'action sociale. De la même manière, les plans d'action nationaux des cinq pays d'Amérique centrale, du Panama et du Belize ont été élaborés avec une importante aide du PNUD, de l'UNICEF et d'autres institutions des Nations Unies. Cette collaboration interinstitutions a permis d'étendre le champ des plans d'action nationaux, incluant les objectifs du Sommet mondial aux stratégies de développement humain et de réduction de la pauvreté adoptées par le PNUD dans la région. L'appui du PNUD à l'Initiative de vaccination des enfants (21,6 millions de dollars proposés pour la période 1992-1996) fait aussi directement suite au Sommet.

148. Les commissions régionales de l'Organisation des Nations Unies ont donné suite au Sommet mondial de diverses manières. Ainsi, la CESAP envisage de mettre en oeuvre un programme spécial de suivi de la situation sociale des enfants dans la région afin que les gouvernements et d'autres institutions de la région puissent prendre les mesures qui s'imposent. Elle envisage également un programme de lancement et de développement de services spécialisés visant à répondre aux besoins des enfants handicapés, orphelins ou vivant dans les zones d'accueil de réfugiés.

149. Les prêts accordés par la Banque mondiale pour l'éducation et la santé ont déjà sensiblement augmenté, notamment en faveur des soins de santé primaires et de l'éducation. En principe, les gouvernements présenteront des aspects de leur plan d'action national en faveur des enfants à certaines des futures réunions de consultation des donateurs qui doivent se tenir sous les auspices de la Banque mondiale.

150. Dans une lettre adressée au Secrétaire général, le Directeur général du FMI a annoncé que cette institution s'engageait à aider les autorités nationales à identifier les domaines qui se prêtent à des compressions budgétaires, à un accroissement des recettes ou à une amélioration de la productivité afin de dégager des ressources supplémentaires au profit d'activités tendant à la réalisation des objectifs du Sommet mondial pour les enfants et d'autres objectifs sociaux importants.

151. Dans sa décision 1991/10 (E/ICEF/1991/15), le Conseil d'administration a prié le Directeur général "de veiller à ce que l'UNICEF, oeuvrant sous l'impulsion du Secrétaire général et la direction du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale et en coopération avec les autres organismes compétents des Nations Unies, apporte en tant que partie intégrante de ses activités et compte tenu de son mandat, de ses atouts relatifs et de ses ressources, son plein appui aux pays en développement pour les aider à atteindre les objectifs énoncés dans la Déclaration et le Plan d'action adoptés par le Sommet mondial pour les enfants".



/...

152. En application de cette directive du Conseil d'administration, l'UNICEF a dûment donné suite au Sommet mondial, en gardant à l'esprit le lien symbiotique entre les buts et stratégies d'aide à l'enfance dans les années 90 approuvés par le Conseil et ceux qu'a approuvés le Sommet mondial. L'appui qu'apporte l'UNICEF aux pays en développement pour qu'ils puissent donner suite au Sommet mondial s'inscrit dans le cadre des programmes par pays. Ainsi, les analyses de situation concernant les enfants et les femmes que l'UNICEF aide les gouvernements à établir ont souvent été très précieuses pour l'élaboration des plans d'action nationaux. De leur côté, ceux-ci constituent le cadre national dans lequel viennent s'inscrire les programmes de coopération de l'UNICEF. Grâce à la participation de l'UNICEF au suivi et à l'évaluation dans le cadre des programmes de pays, les gouvernements disposent d'une solide base pour construire un système de bases de données permettant d'évaluer les progrès accomplis par rapport aux buts fixés par les plans d'action nationaux.

153. En coopération avec d'autres institutions compétentes du système des Nations Unies, l'UNICEF met au point des mécanismes de suivi des résultats obtenus par rapport aux objectifs du Sommet mondial, comme cela a été exposé de manière détaillée aux paragraphes 68 à 74 ci-dessus, et le PNUD et l'UNICEF travaillent en collaboration avec le Comité d'aide au développement de l'OCDE, comme cela a été indiqué aux paragraphes 59 à 61 ci-dessus.

154. Ainsi, le système des Nations Unies a donné suite au Sommet mondial pour les enfants de diverses manières et dans de nombreuses régions du monde. Certes, il y a encore bien à faire en matière d'aide à l'élaboration, voire à la mise au point définitive, et à la mise en oeuvre des plans d'action nationaux, certaines institutions devant en outre élaborer leurs propres plans et programmes, conformément au paragraphe 35 iii) du Plan d'action adopté par le Sommet.

155. Les pays donateurs ont exhorté les institutions à collaborer davantage entre elles pour donner suite au Sommet. En tant qu'un des pays ayant pris l'initiative du Sommet mondial pour les enfants, le Canada s'est montré très dynamique à cet égard. Dès avant le Sommet, le Premier Ministre canadien avait écrit aux chefs de secrétariat de la Banque mondiale, des banques régionales de développement, du PNUD et d'autres institutions pour les inviter à appuyer énergiquement les activités consécutives au Sommet. Les plans d'action nationaux de la Finlande et de la Suède soulignent que, pour atteindre les buts fixés par le Sommet, c'est tout le système des Nations Unies qui doit se mobiliser, en veillant à ce que les objectifs des diverses institutions soient bien coordonnés.

#### B. Organisations non gouvernementales

156. Pour les ONG s'occupant d'action humanitaire et de développement, le Sommet mondial pour les enfants est un événement marquant, qui a vu la consécration au plus haut niveau politique de leur contribution au développement national - et dans bien des cas, pour la première fois. Celles qui interviennent dans les domaines relatifs aux enfants se sont notamment



/...

félicitées de l'invitation qui leur a été faite dans la Déclaration à coopérer activement avec les gouvernements pour l'élaboration et la mise en oeuvre des programmes d'action nationaux visant à la réalisation des objectifs du Sommet. Dans quelque 70 pays, cela a suscité d'étroites consultations entre les gouvernements et les ONG lors de l'élaboration des programmes d'action nationaux.

157. En outre, un grand nombre d'ONG travaillant dans les domaines relatifs aux enfants ont, suite au Sommet, pris des mesures dans la limite de leur mandat respectif. Elles ont mis au point des programmes d'action précis en vue de réaliser et d'appuyer les objectifs adoptés par le Sommet ou réexaminé ou restructuré les programmes en cours pour les adapter à ces objectifs. Ainsi, l'Organisation mondiale pour l'éducation préscolaire a adopté une nouvelle politique plus ouverte en matière de puériculture et d'éducation préscolaire. Elle tend à mettre en oeuvre au plan local des programmes adaptés aux besoins et traditions des communautés locales. Le Fonds chrétien pour les enfants a lancé un plan d'ensemble appelé "Vers l'an 2000 : un programme en 10 points, qui ajoute aux programmes en cours de nouvelles actions eu égard aux objectifs du Sommet, et ses bureaux nationaux se sont inspirés de ce programme élargi pour élaborer leur plan décennal. Caritas Internationalis a inscrit à l'ordre du jour de son assemblée générale de 1991 un thème spécial intitulé "Familles et enfants", pour lesquels les organisations membres couvrant 145 pays ont décidé d'engager une action prioritaire pendant les quatre années à venir, à l'échelon international et national. Rotary International, qui avait déjà mobilisé des milliers de ses membres pour soutenir une campagne de lutte contre la poliomyélite et développer la vaccination contre d'autres maladies infantiles et recueilli à cette fin 30 millions de dollars, poursuit son rôle moteur dans la lutte contre la poliomyélite. A l'échelon des pays, les ONG ont également restructuré leurs programmes pour les adapter aux objectifs adoptés au Sommet. En Inde et au Soudan, par exemple, elles ont tenu des consultations nationales pour définir leur rôle dans la poursuite des buts fixés pour la décennie concernant les enfants.

158. De nombreuses organisations non gouvernementales internationales ont diffusé des informations tant sur le Sommet mondial que sur la Convention relative aux droits de l'enfant, soit dans leurs bulletins d'information soit dans d'autres publications. Certaines ont, dans des cadres divers, ateliers, séminaires ou autres instances appropriées, mobilisé les collectivités pour qu'elles contribuent à la réalisation des objectifs du Sommet ou incitent leurs pays respectifs à signer, ratifier et appliquer la Convention et à en assurer le suivi. D'autres ont lancé des campagnes de sensibilisation dans les écoles pour informer les enfants de leurs droits et des engagements de réaliser un monde meilleur pris par leurs dirigeants au Sommet.

159. A des degrés divers, les ONG se sont efforcées d'infléchir les dirigeants et décideurs tant du secteur public que du secteur privé pour qu'ils respectent les engagements pris au Sommet. Ainsi, les membres nationaux de certaines organisations non gouvernementales internationales siègent aux comités gouvernementaux chargés de l'action sociale en faveur des enfants, ce



qui leur permet de participer aux décisions et mesures relatives au "respect des engagements". D'autres, telles la Jeune Chambre internationale (JCI), World Vision International, Alliance internationale Save the Children, et bien d'autres encore, ont organisé et financé des campagnes pour l'envoi massif de lettres aux politiciens, aux organes d'information et aux dirigeants des grandes entreprises afin de leur rappeler l'engagement pris par leurs chefs d'Etat ou de gouvernement de respecter le principe "Les enfants d'abord". Certaines parviennent, par des campagnes, des contacts réguliers au niveau ministériel, des démarches assidues ou des déposition lors d'auditions publiques, à appeler l'attention sur le sort des enfants vulnérables, et cela a souvent amélioré la législation prévue ou majoré les crédits en faveur des enfants tant dans le pays même que dans le cadre de l'aide extérieure au développement. C'est le cas par exemple de Rotary International, de La Leche League, de l'alliance internationale Save the Children, des services de secours catholique et de Child Hope.

160. Les ONG ont cherché de nouvelles manières de donner suite au Sommet mondial. Ainsi, le Programme for Appropriate Technology in Health a mis au point une trousse d'accouchement sûre et à un prix abordable pour les familles des femmes enceintes au Bangladesh afin de réduire la mortalité infantile et maternelle. Dans le cadre du projet International Model United Nations Headquarters, JCI a obtenu que l'une des trois commissions débattenne exclusivement de "L'avenir des enfants". Les résolutions pertinentes ont été ratifiées par l'Assemblée générale annuelle de JCI, qui en a recommandé la mise en oeuvre à ses sections nationales et locales. Le Bureau mondial du scoutisme a créé un "Forum de la jeunesse" qui, dans l'esprit de la Convention relative aux droits de l'enfant, offre aux jeunes la possibilité de participer au processus de prise de décisions du mouvement scout, organisation à vocation récréative qui, à la recherche de son second souffle, s'oriente vers le développement communautaire. La "Voix des enfants", campagne dont la Norvège a eu l'initiative et qui a maintenant le soutien d'ONG diverses dans environ 35 pays, cherche à donner aux enfants la possibilité d'être entendus dans des forums locaux et nationaux par ceux qui prennent des décisions ayant des répercussions sur leur existence. Le groupe d'ONG Results, qui a aidé à organiser des veillées à la bougie dans 75 pays juste avant le Sommet mondial pour appeler l'attention de la communauté internationale sur le Sommet, a mené une campagne pour le "Respect des engagements" dans de nombreux pays et auprès de nombreuses communautés. Il a infléchi d'importantes mesures législatives, au Canada, aux Etats-Unis et dans plusieurs autres pays en faveur des objectifs fixés lors du Sommet.

161. Une approche novatrice visant à faire participer les enfants et les femmes à la promotion de la paix a été adoptée par la Fédération internationale des femmes diplômées des universités, qui a organisé une session de formation à la résolution des conflits. Chaque enfant prépare en tandem avec sa conseillère qui est une femme du même pays un "plan d'action pour la paix" destiné audit pays. Une grande conférence internationale sur les "Cessez-le-feu humanitaires; instauration de la paix pour les enfants" a été organisée par un groupe d'ONG et un certain nombre d'experts dotés d'une riche expérience de la négociation et de l'action visant à protéger les enfants et d'autres populations civiles dans des situations de conflit armé.



/...

162. Dans certains pays comme le Pakistan, Sri Lanka et l'Ouganda les gouvernements et les ONG ont souvent collaboré pour l'exécution des plans d'action nationaux. En Indonésie, les ONG jouent un rôle moteur dans les programmes communautaires concernant la survie et le développement de l'enfant. Le plan d'action namibien associe aux initiatives du Gouvernement et des ONG des spécialistes locaux travaillant bénévolement.

163. A l'échelon international également, des actions communes ont été lancées. En octobre 1991, la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a organisé à Genève, une réunion, consécutive au Sommet, des chefs de quelque 33 grandes ONG spécialisées dans les affaires humanitaires et le développement pour évaluer les résultats obtenus et voir ce que les ONG devraient faire pour maintenir la dynamique créée par le Sommet. Parmi les décisions prises à cette réunion figurait la production d'une "plaquette de mobilisation" sur "le Sommet mondial pour les enfants : des déclarations à l'action", mettant l'accent sur les suggestions d'action concrète. La plaquette fait l'objet d'une large diffusion par les réseaux d'ONG et les bureaux extérieurs de l'UNICEF. Les participants ont également décidé de tenir une réunion annuelle des chefs d'ONG spécialisées dans le développement et les affaires humanitaires pour évaluer les progrès accomplis par les gouvernements et les ONG à ce sujet.

164. Les ONG membres du Comité d'organisations non gouvernementales auprès de l'UNICEF (plus de 170) ont organisé à Kadoma (Zimbabwe), en novembre 1991, un forum sur le rôle des ONG dans la réalisation des objectifs du Sommet en Afrique subsaharienne, eu égard aux difficultés majeures auxquelles le continent se trouve actuellement soumis. Les participants représentaient 113 ONG existant dans 42 pays. La Déclaration de Kadoma a confirmé l'engagement des ONG d'oeuvrer pour le développement de l'enfant au niveau local comme au niveau mondial. Celles-ci ont décidé de participer autant que possible à l'élaboration des politiques et à l'établissement des plans d'action nationaux; d'apporter leur concours aux gouvernements en fournissant les infrastructures de base pour la survie, le développement et la protection de l'enfant; d'intensifier les échanges d'informations et de données d'expérience ainsi que la mise en commun des ressources nécessaires à l'exécution des plans d'action nationaux; enfin, de sensibiliser l'opinion à la Convention relative aux droits de l'enfant et d'en suivre la mise en oeuvre. Le forum a souligné que les ONG devaient être solidaires entre elles et avec les gouvernements pour réaliser les ambitieux objectifs du Sommet mondial pour les enfants.

165. La World Alliance for Breastfeeding Action (WABA) est un réseau mondial d'ONG et de membres individuels créé pour soutenir l'action engagée en faveur de l'allaitement maternel comme l'un des moyens les plus efficaces et les moins coûteux de réduire le taux de mortalité infantile. La WABA travaille en étroite collaboration avec l'UNICEF et l'OMS en faveur de l'Initiative Hôpitaux amis des bébés.



/...

166. L'ONG World Initiative for Children a été créée à la suite de la table ronde des ONG travaillant en faveur des jeunes qui s'est tenue avec succès à Genève avant le Sommet mondial pour les enfants. Elle s'inscrit dans le mouvement mondial de mobilisation des jeunes en vue de leur participation directe à des programmes en faveur des enfants. Elle offre en outre aux ONG travaillant en faveur des jeunes la possibilité de se réunir et de procéder à des échanges de vues. Le groupe a mis au point, avec le soutien de l'UNICEF, un dossier pratique intitulé "On the Move", qui propose des idées et des exemples concrets susceptibles d'être appliqués dans divers groupes communautaires dans le monde entier. Le dossier a été largement diffusé par les réseaux d'ONG.

167. De nombreuses ONG se sont ainsi engagées à travailler pour la réalisation des objectifs adoptés au Sommet en association avec les gouvernements et en mobilisant un nombre plus grand d'ONG au niveau local. Elles consolident le rôle vital qu'elles ont toujours joué pour répondre aux besoins non directement pris en charge par les pouvoirs publics, tels que ceux des enfants exploités, des enfants victimes des conflits armés ou des enfants vivant dans les zones rurales reculées.

#### VII. ADOPTION DE NOUVELLES MESURES

168. Jusqu'au moment de la publication du présent rapport, l'UNICEF a continué de recevoir un flot ininterrompu de programmes d'action nationaux et d'autres rapports d'activité de nombreux pays, institutions et ONG sur la suite donnée au Sommet mondial pour les enfants. Le présent document devrait donc être considéré comme un rapport provisoire sur les progrès réalisés au cours de la première année écoulée depuis le Sommet mondial. Le secrétariat pourra établir un rapport plus complet ou procéder à une mise à jour en 1993 si le Conseil le souhaite.

169. Comme il ressort du présent rapport, de nombreuses activités concrètes ont été organisées pour donner suite au Sommet mondial pour les enfants. Les objectifs et stratégies adoptés par le Sommet mondial constituent un ensemble de mesures pratiques et peu coûteuses destinées à réduire les pires manifestations de la pauvreté; ils offrent à la communauté mondiale un ordre du jour élaboré d'un commun accord qui servira de point de ralliement aux nations et aux peuples à un moment où ils s'efforcent de définir les priorités en matière de développement au lendemain de la guerre froide. La pertinence de cet ordre du jour et le vif intérêt qu'il suscite au sein du public en ce moment historique ont également donné une grande impulsion aux activités de suivi.

170. Néanmoins, il reste encore beaucoup à faire, les objectifs adoptés par le Sommet mondial étant encore loin d'être réalisés. De nombreux pays ont sérieusement commencé à s'y employer. Les nouvelles mesures à adopter sont notamment les suivantes :

a) Rappeler aux pays qui n'ont pas encore établi leurs programmes d'action nationaux, ou qui accusent du retard dans ce domaine, l'engagement solennel qu'ils ont pris en signant la Déclaration et le Plan d'action;



/...

b) Acheter d'établir les programmes d'action nationaux qui sont à l'état de projet ou d'esquisse, ou qui d'une manière ou d'une autre manquent d'éléments nécessaires pour devenir opérationnels, et passer à la phase d'exécution;

c) Renforcer les aspects de certains programmes d'action nationaux qui présentent des faiblesses, notamment au niveau de l'établissement des coûts et de la surveillance des projets;

d) Inciter les pays qui ne l'ont pas encore fait à intégrer leurs programmes d'action nationaux dans leurs plans de développement à moyen et à long terme;

e) Faire en sorte que les pays donateurs matérialisent l'engagement qu'ils ont pris de réexaminer leurs budgets d'assistance au développement à la lumière des objectifs du Sommet mondial en procédant à des modifications importantes de leurs politiques d'aide au développement qu'ils doivent orienter vers ce qui a été appelé les "priorités humaines" dans le Rapport mondial sur le développement humain;

f) Les organismes des Nations Unies et les institutions financières internationales qui ne l'ont pas encore fait devraient, conformément au paragraphe 35 i) du Plan d'action, soumettre à leurs organes directeurs respectifs leurs plans et programmes pour donner suite au Sommet mondial. A ce jour, seules l'OMS et l'Unesco ont appliqué cette disposition. Il importe également que ces institutions apportent un appui au niveau national pour l'exécution des programmes d'action nationaux.

171. Le Sommet mondial a prié le Secrétaire général d'organiser au milieu de la décennie un examen à tous les niveaux appropriés visant à définir dans quelle mesure les engagements pris dans le cadre de la Déclaration et du Plan d'action auront été honorés. Cet examen permettra de présenter non seulement les plans et programmes, mais également les premiers résultats des engagements pris lors du Sommet en vue d'améliorer le niveau de vie des enfants. Cela nécessitera la mise en place de systèmes de surveillance, la collecte de données permettant d'évaluer la situation des enfants dans le monde au milieu de la décennie ainsi que l'existence de données appropriées pour 1990, lesquelles serviront de base à l'évaluation et de points de repère pour déterminer dans quelle mesure la situation des enfants se sera améliorée et si des progrès sont réalisés ou non comme prévu pour chacun des objectifs fixés. Il faudra donc relever au cours des trois prochaines années un important défi, non seulement en enregistrant des progrès sensibles en ce qui concerne la réalisation des objectifs de la décennie pour les enfants, mais aussi en mettant en place les moyens nécessaires pour évaluer ces progrès. Les résultats de ces efforts contribueront sensiblement aux préparatifs du sommet mondial pour le développement social dont l'organisation est envisagée. Il a été suggéré que ce sommet constitue éventuellement le cadre approprié pour procéder à l'examen à mi-parcours des progrès réalisés dans la réalisation des engagements pris lors du Sommet mondial pour les enfants.



/...

172. Plus que nulle part ailleurs c'est en Afrique qu'il importe que les engagements pris lors du Sommet mondial deviennent réalité, mais paradoxalement c'est dans cette région que les ressources et les compétences nécessaires à la réalisation des objectifs et même à l'établissement des plans et programmes pertinents font le plus cruellement défaut. La Conférence des donateurs de l'OUA sur l'assistance à l'enfant africain, qui se tiendra à Dakar en novembre 1992, permettra de déterminer dans quelle mesure les pays en développement comme les pays industrialisés sont véritablement attachés à donner suite au Sommet mondial. Les pays en développement d'Afrique auront l'occasion de présenter leurs programmes d'action nationaux avec des objectifs réalistes, des stratégies bien conçues, des programmes judicieux de restructuration budgétaire, des analyses de coûts appropriées et des mécanismes de contrôle adéquats. Les pays donateurs auront pour leur part l'occasion de définir concrètement comment ils envisagent de réorienter leurs priorités en matière de coopération de manière à les axer sur les soins de santé primaires, les programmes peu coûteux d'approvisionnement en eau et d'assainissement et l'éducation de base. La participation de nombreux donateurs ainsi que d'organismes tels que la Banque mondiale et la Communauté européenne sera déterminante. Le succès de cette conférence prouvera que les promesses du Sommet mondial ne sont pas restées lettre morte et que celui-ci a aidé la communauté internationale aussi bien les pays développés que ceux en développement, à axer plus clairement ses efforts sur les besoins humains prioritaires conformément au principe selon lequel il faut sauver "les enfants d'abord".



Annexe I

ETAT AU 31 MARS 1992 DE LA SIGNATURE DE LA DECLARATION DU SOMMET MONDIAL POUR LES  
ENFANTS ET DE LA RATIFICATION DE LA CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT

ONT SIGNE (136)

** Albanie	Guinée équatoriale*	** Pologne	** Viet Nam*	N'ONT PAS SIGNE (17)
** Allemagne a/ Antigua-et- Barbuda*	** Guyana*	** Portugal*	** Yémen*	
** Argentine	** Honduras	République	** Yougoslavie	Arménie
** Australie*	** Hongrie*	centrafricaine	** Zaïre	Azerbaïdjan
** Autriche*	Iles Salomon*	** République de	** Zambie*	Brunéi
** Bangladesh	Inde*	Corée*	** Zimbabwe	Darussalam
** Barbade	** Indonésie*	** République	ONT PARAPHE (23)	Cambodge
** Bélarus	Iran (République	démocratique		** Estonie
** Belgique	islamique d')*	populaire lao*		Iles Marshall
** Belize*	Irlande	** République	Afghanistan	Kazakhstan
** Bénin*	Islande	dominicaine*	Algérie	Kirghizistan
** Bhoutan*	** Israël*	** République	** Angola	Lettonie
** Bolivie*	** Italie	populaire	Arabie saoudite	** Lituanie
** Brésil	** Jamaïque*	démocratique	** Bahamas	Micronésie
** Bulgarie	Japon	de Corée*	** Bahreïn	(Etats
** Burkina Faso*	** Jordanie*	** République-Unie	Botswana	fédérés de)
** Burundi*	** Kenya*	de Tanzanie	** Chypre	Moldova
** Cameroun*	** Koweït	** Roumanie	Emirats arabes	Nauru
** Canada	** Lesotho*	** Royaume-Uni de	unis	Oman
Cap-Vert*	Liban	Grande-Bretagne	** Ethiopie	Ouzbékistan
** Chili	Liechtenstein	et d'Irlande	Grèce	Tadjikistan
** Chine*	Luxembourg	du Nord	Haïti	Turkménistan
** Colombie	** Madagascar*	Sainte-Lucie	Iraq	
** Comores*	Malaisie*	** Saint-Kitts-et-	Jamahiriya arabe	
Congo*	Malawi*	Nevis	libyenne	
** Costa Rica	** Maldives	** Saint-Siège	Libéria	
** Côte d'Ivoire*	** Mali	Saint-Vincent-et-	** Malte	
** Cuba*	Maroc*	Grenadines*	** Myanmar	
** Danemark	** Maurice*	Samoa	Qatar	
** Djibouti	** Mauritanie*	** Sao Tomé-et-	République arabe	
** Dominique	** Mexique	Principe*	syrienne	
** Egypte*	Monaco	** Sénégal	** Saint-Marin	
** El Salvador	** Mongolie*	** Sierra Leone	** Seychelles	
** Equateur*	Mozambique	** Soudan	Singapour	
** Espagne	** Namibie	** Sri Lanka*	Somalie	
Etats-Unis	** Népal*	** Suède		
d'Amérique	** Nicaragua	Suisse*		
** Fédération de	** Niger*	Suriname		
Russie* b/	** Nigéria	Swaziland		
** Finlande	** Norvège	** Tchad*		
** France	Nouvelle-Zélande*	** Tchécoslovaquie		
Gabon*	** Ouganda	Thaïlande*		
** Gambie	** Pakistan*	** Togo*		
** Ghana*	** Panama	** Trinité-et-Tobago*		
** Grenade*	Papouasie-Nouvelle-	** Tunisie		
** Guatemala*	Guinée	Turquie		
** Guinée*	** Paraguay*	** Ukraine		
** Guinée-Bissau	Pays-Bas*	Uruguay		
	** Pérou	Vanuatu		
	** Philippines*	** Venezuela		

\* Pays qui ont signé après le Sommet mondial pour les enfants.

\*\* Pays qui ont ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant (114).

a/ La République fédérale d'Allemagne et la République démocratique allemande ont toutes les deux été admises à l'Organisation des Nations Unies le 18 septembre 1973. Du fait du rattachement de la République démocratique allemande à la République fédérale d'Allemagne, qui a pris effet le 3 octobre 1990, les deux Etats allemands se sont unis pour former un seul Etat souverain. A compter de la date de l'unification, la République fédérale d'Allemagne est désignée à l'ONU sous le nom d'"Allemagne".

b/ Entrée à l'Organisation des Nations Unies le 24 octobre 1945, l'Union des Républiques socialistes soviétiques était Membre fondateur de l'Organisation. Dans une lettre datée du 24 décembre 1991, le Président de la Fédération de Russie a informé le Secrétaire général que celle-ci, avec l'accord des 11 pays membres de la Communauté d'Etats indépendants, occupe désormais le siège de l'Union soviétique au Conseil de sécurité et dans tous les autres organes de l'Organisation des Nations Unies.

/...



Annexe II

ETAT AU 31 MARS 1992 DES PROGRAMMES D'ACTION NATIONAUX ELABORES  
A L'ISSUE DU SOMMET MONDIAL POUR LES ENFANTS

Asie * 11 ** 8 *** 5	Afrique subsaharienne * 26 ** 9 *** 4	Moyen-Orient et Afrique du Nord * 13 ** 1 *** 4	Amérique latine et Caraïbes * 9 ** 5 *** 14	Pays industrialisés * 12 ** 1 *** 6
Afghanistan * Bangladesh ** Bhoutan Brunéi Darussalam Cambodge *** Chine * Fidji * Iles Marshall * Iles Salomon * Inde ** Indonésie * Kiribati ** Malaisie ** Maldives * Micronésie * Mongolie * Myanmar Nauru *** Népal ** Pakistan * Papouasie- Nouvelle- Guinée *** Philippines *** République de Corée République démocratique populaire lao ** République populaire démocratique de Corée Samoa Singapour *** Sri Lanka ** Thaïlande Tonga * Tuvalu Vanuatu ** Viet Nam	* Angola Afrique du Sud * Bénin * Botswana ** Burkina Faso ** Burundi Cameroun * Cap-Vert Comores * Congo * Côte d'Ivoire * Ethiopie Gabon * Gambie ** Ghana ** Guinée * Guinée-Bissau * Guinée équatoriale ** Kenya * Lesotho Libéria * Madagascar * Malawi *** Mali * Maurice * Mauritanie ** Mozambique * Niger * Nigéria *** Namibie * Ouganda *** République centrafricaine * République-Unie de Tanzanie ** Rwanda * Sao Tomé-et-Principe *** Sénégal * Seychelles * Sierra Leone Somalie * Swaziland ** Tchad * Togo * Zaïre * Zambie ** Zimbabwe	* Algérie * Arabie saoudite * Bahreïn *** Djibouti * Egypte * Emirats arabes unis *** Iran (République islamique d') Iraq Jamahiriya arabe libyenne * Jordanie * Koweït * Liban * Maroc * Oman * Qatar * République arabe syrienne *** Soudan *** Tunisie * Turquie ** Yémen	Antigua-et- Barbuda ** Argentine Bahamas * Barbade *** Belize ** Bolivie ** Brésil ** Chili * Colombie *** Costa Rica *** Cuba Dominique *** Equateur *** El Salvador Grenade *** Guatemala * Guyana Haïti *** Honduras * Jamaïque *** Mexique *** Nicaragua *** Panama *** Paraguay *** Pérou *** République dominicaine * Sainte-Lucie * Saint-Kitts- et-Nevis * Saint-Vincent- et-Grenadines * Suriname * Trinité-et- Tobago ** Uruguay *** Venezuela	Albanie * Allemagne a/ ** Australie Autriche Bélarus * Belgique * Bulgarie * Canada Chypre *** Danemark * Espagne Estonie * Etats-Unis d'Amérique Fédération de Russie b/ *** Finlande * France Grèce Hongrie Irlande Islande Israël * Italie *** Japon Lettonie Liechtenstein Lituanie Luxembourg Malte Monaco * Norvège * Nouvelle- Zélande * Pays-Bas Pologne * Portugal Roumanie *** Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord Saint-Marin *** Saint-Siège *** Suède Suisse Tchécoslovaquie Ukraine Yougoslavie

\* Elaboration en cours (71).

\*\* Ont envoyé un projet ou une esquisse (24).

\*\*\* Ont fini d'établir leurs programmes d'action nationaux (33).

Nombre total de pays préparant des programmes d'action nationaux : 128.

a/ La République fédérale d'Allemagne et la République démocratique allemande ont toutes les deux été admises à l'Organisation des Nations Unies le 18 septembre 1973. Du fait du rattachement de la République démocratique allemande à la République fédérale d'Allemagne, qui a pris effet le 3 octobre 1990, les deux Etats allemands se sont unis pour former un seul Etat souverain. A compter de la date de l'unification, la République fédérale d'Allemagne est désignée à l'ONU sous le nom d'"Allemagne".

b/ Entrée à l'Organisation des Nations Unies le 24 octobre 1945, l'Union des Républiques socialistes soviétiques était Membre fondateur de l'Organisation. Dans une lettre datée du 24 décembre 1991, le Président de la Fédération de Russie a informé le Secrétaire général que celle-ci, avec l'accord des 11 pays membres de la Communauté d'Etats indépendants, occupe désormais le siège de l'Union soviétique au Conseil de sécurité et dans tous les autres organes de l'Organisation des Nations Unies.



/...

### Annexe III

#### **SOMMET MONDIAL POUR LES ENFANTS : OBJECTIFS CONCERNANT LES ENFANTS ET LE DEVELOPPEMENT DANS LES ANNEES 90**

Les objectifs suivants ont été définis à l'issue de consultations qui se sont tenues dans diverses instances internationales et auxquelles ont participé virtuellement tous les gouvernements, tous les organismes pertinents des Nations Unies, notamment l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'UNICEF, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), l'Unesco, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) ainsi qu'un grand nombre d'organisations non gouvernementales. Il a été recommandé à tous les pays d'appliquer ces objectifs lorsqu'il y a lieu, en les adaptant à leur situation particulière pour ce qui est du calendrier d'exécution, des normes, des priorités et des ressources disponibles et en tenant compte des traditions culturelles, religieuses et sociales. S'il existe des objectifs additionnels qui s'imposent en raison de la situation particulière de certains pays, ces objectifs devraient être ajoutés aux plans d'action nationaux. La réalisation de ces objectifs est indispensable à la mise en oeuvre intégrale de la Convention relative aux droits de l'enfant, but ultime des programmes en faveur de l'enfant et du développement.

#### **I. PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR ASSURER LA SURVIE, LE DEVELOPPEMENT ET LA PROTECTION DE L'ENFANT**

- Entre 1990 et l'an 2000, réduire d'un tiers la mortalité infantile et la mortalité des enfants de moins de 5 ans ou, en chiffres absolus, ramener celles-ci à 50 et 70 pour 1 000 naissances vivantes, respectivement, selon ce qui équivaldrait à la réduction la plus importante;
- Entre 1990 et l'an 2000, réduire de moitié le taux de mortalité maternelle;
- Entre 1990 et l'an 2000, réduire de moitié la malnutrition grave ou modérée chez les enfants de moins de 5 ans;
- Assurer à tous l'alimentation en eau potable et des systèmes sanitaires d'évacuation des excréments;
- D'ici à l'an 2000, universaliser l'éducation de base et faire en sorte qu'au moins 80 % des enfants en âge de fréquenter l'école primaire achèvent le cycle d'enseignement primaire;
- Ramener le taux d'analphabétisme chez les adultes (le groupe d'âge concerné devant être déterminé par chaque pays) à la moitié au moins de ce qu'il était en 1990, l'accent étant mis sur l'alphabétisation des femmes;



/...

- Améliorer la protection des enfants vivant dans ces circonstances particulièrement difficiles.

## II. OBJECTIFS D'APPUI OU SECTORIELS

### 1. Santé et éducation des femmes

- Accorder une attention particulière à la santé et à la nutrition des filles, des femmes enceintes et des nourrices;
- Faire en sorte que tous les couples aient accès à l'information et aux services nécessaires pour prévenir les grossesses prématurées, trop rapprochées, trop tardives ou trop nombreuses;
- Faire en sorte que toutes les femmes enceintes aient accès aux soins prénatals, qu'elles soient assistées lors de l'accouchement par des personnes formées à cet effet et qu'elles aient accès à des services d'orientation en cas de grossesses à haut risque ou d'urgence obstétrique;
- Faire en sorte que tous aient accès à l'enseignement primaire, l'accent étant mis sur les filles et sur les programmes d'alphabétisation accélérée pour les femmes.

### 2. Nutrition

- Réduire de 50 % par rapport à 1990 le nombre des cas de malnutrition grave et modérée chez les enfants de moins de 5 ans;
- Ramener à moins de 10 % la proportion d'enfants ayant un poids insuffisant à la naissance (moins de 2,5 kilogrammes);
- Réduire du tiers par rapport à 1990 la proportion de femmes souffrant d'anémie ferriprive;
- Eliminer presque totalement les troubles dus aux carences en iode;
- Eliminer presque totalement l'avitaminose A et ses effets, dont la cécité;
- Permettre à toutes les femmes de nourrir leurs enfants exclusivement au sein pendant quatre à six mois et de continuer à les allaiter en leur donnant des aliments d'appoint durant une bonne partie de la deuxième année;
- Institutionnaliser la promotion et la surveillance périodique de la croissance dans tous les pays d'ici à la fin des années 90;
- Faire connaître les moyens d'accroître la production alimentaire et fournir les services d'appui nécessaires afin de garantir la sécurité alimentaire des ménages.



/...

### 3. Santé des enfants

- Eliminer la poliomyélite dans le monde entier d'ici à l'an 2000;
- Eliminer le tétanos néo-natal d'ici à 1995;
- Réduire de 95 % la mortalité due à la rougeole et de 90 % l'incidence de la rougeole d'ici à 1995 par rapport aux niveaux observés avant la vaccination, étape majeure sur la voie de l'éradication totale de la maladie à long terme;
- Maintenir un taux élevé de vaccination (au moins 90 % des enfants de moins de 1 an d'ici à l'an 2000) contre la diphtérie, la coqueluche, le tétanos, la rougeole, la poliomyélite et la tuberculose et, s'agissant des femmes en âge de procréer, contre le tétanos;
- Réduire de 50 % la mortalité due à la diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans et de 25 % l'incidence des diarrhées;
- Réduire d'un tiers la mortalité due aux infections aiguës des voies respiratoires chez les enfants de moins de 5 ans.

### 4. Eau et assainissement

- Assurer à tous l'accès à l'eau potable;
- Assurer à tous des systèmes sanitaires d'évacuation des excréments;
- Eliminer la maladie causée par le ver de Guinée (dracunculose) d'ici à l'an 2000.

### 5. Education de base

- Elargir les activités de développement du jeune enfant, notamment les activités appropriées peu coûteuses entreprises à l'échelon de la famille et de la collectivité;
- Universaliser l'accès à l'éducation de base et faire en sorte qu'au moins 80 % des enfants en âge de fréquenter l'école primaire achèvent le cycle d'enseignement primaire, au terme d'un apprentissage de type classique ou non classique qui obéisse dans tous les cas à des normes comparables, l'accent étant mis sur la réduction de l'écart qui existe actuellement entre les filles et les garçons;
- Réduire de moitié au moins par rapport à 1990 le taux d'analphabétisme des adultes (le groupe d'âge approprié devant être déterminé dans chaque pays), l'accent étant mis sur l'alphabétisation des femmes;



/...

- Permettre aux individus et aux familles d'acquérir davantage de connaissances et de compétences ainsi que les valeurs nécessaires pour améliorer leurs conditions de vie, en recourant à tous les moyens d'éducation, y compris les médias et les autres formes modernes et traditionnelles de communication et d'action sociale, l'efficacité étant mesurée à l'évolution des comportements.

6. Enfants vivant dans des circonstances particulièrement difficiles

- Assurer une meilleure protection aux enfants vivant dans des circonstances particulièrement difficiles et s'attaquer aux causes fondamentales de ces situations.

-----

